

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

Victor Delage

# LA CONVERSION DES EUROPÉENS AUX VALEURS DE DROITE

France,  
Allemagne,  
Italie  
et Royaume-Uni

Mai 2021



FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

Victor Delage

# LA CONVERSION DES EUROPÉENS AUX VALEURS DE DROITE

France,  
Allemagne,  
Italie  
et Royaume-Uni

Mai 2021

**La Fondation pour l'innovation politique  
est un think tank libéral, progressiste et européen.**

**Président : Nicolas Bazire**

**Vice-Président : Grégoire Chertok**

**Directeur général : Dominique Reynié**

**Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd**

# Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| Les principaux enseignements.....  | 6         |
| Introduction.....  | 9         |
| <b>I. L'autopositionnement politique sur un axe gauche-droite<br/>révèle un basculement à droite des électorats européens.....</b> | <b>10</b> |
| <b>II. L'immigration inquiète l'opinion, à droite comme à gauche.....</b>  | <b>12</b> |
| 1. Pour une majorité des répondants (60 %), l'immigration est jugée excessive.....   | 12        |
| 2. Les électeurs rejettent l'idée d'une ouverture sur le plan migratoire.....  | 13        |
| <b>III. La préoccupation vis-à-vis de l'islam<br/>dépasse les appartenances politiques.....</b>                                    | <b>16</b> |
| 1. En France, 62 % des citoyens estiment que l'islam représente une menace.....  | 16        |
| 2. Une inquiétude partagée chez nos voisins européens.....   | 17        |
| <b>IV. Préférence pour un libéralisme économique.....</b>  | <b>17</b> |
| 1. Un appel à davantage de liberté pour les entreprises.....   | 17        |
| 2. La taille des entreprises façonne les représentations collectives.....  | 19        |
| 3. La croissance économique est compatible<br>avec l'environnement pour 76 % des répondants.....                                   | 20        |
| <b>V. L'individualisme : une valeur transpartisane.....</b>  | <b>23</b> |
| 1. L'autonomie de la réussite érigée en norme sociale.....   | 23        |
| 2. La responsabilité individuelle l'emporte sur l'assistanat.....  | 25        |
| <b>Conclusion.....</b>   | <b>27</b> |

# Les principaux enseignements

- 1.** En moyenne, dans les quatre démocraties étudiées, 39 % des répondants s'autopositionnent à droite (entre 6 et 10 sur l'échelle), 27 % à gauche (entre 0 et 4) et 20 % au centre (5).
- 2.** L'autopositionnement à droite est en tête dans chacun des quatre pays de l'étude : 44 % des Italiens se situent à droite (31 % à gauche), 40 % des Britanniques (25 % à gauche), 38 % des Français (24 % à gauche) et 36 % des Allemands (26 % à gauche).
- 3.** Alors que les seniors sont réputés voter traditionnellement plus à droite que les jeunes, nos données montrent que les nouvelles générations sont les plus nombreuses à s'autopositionner à droite. Dans l'ensemble des pays, 41 % des 18-24 ans et 41 % des 25-34 ans se positionnent entre 6 et 10 sur l'échelle, soit un niveau comparable à celui des 65 ans et plus (40 %) mais supérieur de 5 points à celui des 50-64 ans (36 %).
- 4.** En cinq ans, la proportion de Français se situant à droite de l'échiquier politique s'est accrue de manière continue, passant de 33 % en 2017 à 38 % en 2021. Sur la même période, la proportion des citoyens se situant à gauche est restée stable (25 % en 2017 et 24 % en 2021), malgré une légère baisse en 2020 (22 %).
- 5.** La perception de l'immigration est dominée par un jugement négatif. En moyenne, six citoyens sur dix (60 %) sont d'accord avec l'affirmation « il y a trop d'immigrés dans notre pays » (contre 36 % et 4 % qui ne répondent pas).
- 6.** Plus de la moitié des répondants (56 %) pensent que leur pays doit se fermer davantage sur le plan migratoire, moins d'un quart (23 %) s'ouvrir davantage et 21 % prônent le *statu quo*. Les Français (63 %) apparaissent comme les plus réfractaires à l'ouverture, devant les Allemands (54 %), les Italiens (54 %) et les Britanniques (53 %).
- 7.** Dans les quatre démocraties ici étudiées, les sympathisants des partis de gauche sont plus nombreux à être « pro-fermeture » que « pro-ouverture » ou en faveur du *statu quo* – à l'exception des sympathisants Parti démocrate (Partito Democratico) italien.
- 8.** En France, 62 % des citoyens estiment que l'islam représente une menace pour la République.
- 9.** En France, la crainte de l'islam est largement partagée par les personnes qui se situent dans le bloc de droite (81 %). Le bloc de gauche apparaît très clivé sur cette question : près d'une moitié des sympathisants de gauche (45 %) est d'accord avec l'item « l'islam représente une menace pour la République », l'autre moitié (52 %) n'est pas d'accord et 3 % des personnes questionnées n'ont pas répondu.
- 10.** Une majorité des répondants (54 %) considèrent que « pour faire face aux difficultés économiques », il faut « que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté ». L'option « que l'État contrôle les entreprises et les réglemente plus étroitement » est choisie par 41 % des personnes interrogées (5 % répondent ne pas savoir).
- 11.** La confiance portée aux entreprises est inversement proportionnelle à leur taille. La confiance envers les petites et moyennes entreprises (PME) est très élevée (74 %) et elles font même partie des institutions qui suscitent le plus de confiance, mais celle exprimée à l'égard des grandes entreprises, publiques (45 %) et privées (44 %) reste minoritaire.

**12.** La portée médiatique du discours de l'écologisme punitif et de la décroissance connaît des limites de propagation au sein de l'opinion. Pour 76 % des personnes interrogées, « on peut continuer à développer notre économie tout en préservant l'environnement pour les générations futures ». Les Italiens sont les plus nombreux (84 %) à penser que croissance et protection de l'environnement sont compatibles. Ils sont suivis par les Allemands (74 %), les Britanniques (74 %) et les Français (72 %).

**13.** Les sympathisants des différents partis des quatre démocraties répondent majoritairement que l'« on peut continuer à développer notre économie tout en préservant l'environnement pour les générations futures ». C'est notamment le cas chez les sympathisants du Parti socialiste (73 %), d'Europe Écologie-Les Verts (67 %) et du PCF/FI (67 %) en France ; des Grünen (80 %) et du SPD (73 %) en Allemagne ; du Labour Party (73 %) et du Green Party of England and Wales (69 %) au Royaume-Uni ; du Partito Democratico (88 %) en Italie.

**14.** Nos données montrent que l'individualisme, à droite comme à gauche, est érigé en norme sociale. Une large majorité des répondants estiment que « les gens peuvent changer la société par leurs choix et leurs actions » (80 %), que « les gens de leur pays ont la possibilité de choisir leur propre vie » (69 %), et, dans une moindre mesure, qu'ils ont « une liberté et un contrôle total sur leur propre avenir » (63 %).

**15.** Près de trois quarts de l'ensemble des citoyens (71 %) jugent que « beaucoup de personnes parviennent à obtenir des aides sociales auxquelles elles n'ont pas contribué ». C'est 46 points de plus que les répondants n'étant pas d'accord avec cet item (25 %). Une analyse par pays montre que c'est en France, où 57 % des ménages ne paient pas d'impôt sur le revenu, que les citoyens sont les plus nombreux (73 %) à juger que beaucoup de personnes touchent des aides sociales auxquelles elles n'ont pas contribué. Ils sont suivis par les Britanniques (72 %), les Italiens (72 %) et les Allemands (68 %).

**16.** Plus de la moitié des répondants (55 %) considèrent que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » (contre 42 % qui « ne sont pas d'accord » avec cette proposition). En un an, la proportion des individus considérant que les chômeurs profitaient du système est restée stable en France (passant de 50 % en février 2020 à 51 % en février 2021) et en Allemagne (de 61 à 60 %), tandis qu'elle s'est effondrée de 22 points au Royaume-Uni (de 78 % à 56 %).

**17.** L'effort individuel est mis en avant par les personnes interrogées. Plus des deux tiers d'entre elles (68 %) estiment en effet qu'« en faisant des efforts, chacun peut réussir ». Une importante majorité des répondants se situant à gauche (58 %) de l'échiquier politique abonde dans ce sens, même si les répondants sont encore plus nombreux à droite (71 %). Notons que les différences entre les États sont significatives : 74 % des Britanniques, 69 % des Allemands, 68 % pour les Français et 55 % pour les Italiens.

## Les différents partis politiques mentionnés dans cette étude



France insoumise (FI) ; Parti communiste français (PCF) ; Parti socialiste (PS) ; Europe Écologie-Les Verts (EELV) ; La République en marche (LREM) ; Les Républicains (LR) ; Rassemblement national (RN)



Die Linke – La Gauche ; Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD) – Parti social-démocrate d'Allemagne ; Grünen - Les Verts ; Freie Demokratische Partei (FDP) - Parti libéral-démocrate ; Christlich Demokratische Union Deutschlands (CDU) - Union chrétienne-démocrate d'Allemagne ; Christlich-Soziale Union in Bayern (CSU) - Union chrétienne-sociale en Bavière ; Alternative for Germany (AfD) – Alternative pour l'Allemagne



Labour Party - Parti travailliste ; Conservative Party - Parti conservateur ; Liberal Democrats - Libéraux-démocrates ; Scottish National Party - Parti national écossais ; Green Party of England and Wales - Parti vert de l'Angleterre et du pays de Galles ; Reform UK



Partito Democratico (PD) - Parti démocrate ; Italia Viva ; Movimento 5 Stelle (M5S) - Mouvement 5 étoiles ; Forza Italia (FI) - Allez l'Italie ; Lega - Ligue ; Fratelli d'Italia (FdI) - Frères d'Italie

Les données analysées sont issues de la douzième vague du Baromètre de la confiance politique, enquête de référence réalisée par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), en partenariat avec la Fondation pour l'innovation politique, le Conseil économique, social et environnemental (Cese), la Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne, la mutuelle Intériale et l'université Luiss à Rome. Depuis douze ans, ce baromètre permet un suivi longitudinal de la confiance des citoyens dans la politique et dans les institutions, mais aussi dans leur rapport à la démocratie et à son fonctionnement.

Les interviews ont été réalisées en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni entre le 20 janvier et le 10 février 2021 par questionnaire auto-administré en ligne par l'institut de sondage Opinion Way. Au total, 7 603 personnes ont été interrogées. L'intégralité des données de l'enquête est mise à la disposition du public en *open data* sur [data.fondapol.org](https://data.fondapol.org).

*L'auteur remercie Madeleine Hamel, chargée de mission à la Fondation pour l'innovation politique, pour sa relecture attentive.*

# Introduction

En 2012, un ouvrage sur « les droites en Europe » faisait état de leur succès manifeste sur le continent européen, sous l'effet conjugué de l'épuisement de la social-démocratie et de l'effondrement du communisme<sup>1</sup>. Près de dix ans plus tard, des majorités de droite sont aux commandes de la plupart des gouvernements nationaux de l'Union européenne. En avril 2021, vingt-et-un pays<sup>2</sup> sur vingt-sept sont dirigés par des partis libéraux/conservateurs ou par des coalitions où la droite est à la tête du gouvernement, auxquels on peut ajouter le gouvernement conservateur de Boris Johnson au Royaume-Uni.

Rappelons par ailleurs que, depuis 1999, c'est le Parti populaire européen (PPE) qui a le plus de sièges au Parlement européen, seule institution de l'Union européenne soumise au suffrage universel direct. C'est la droite classique, conservatrice. On y retrouve notamment le parti français Les Républicains et l'imposante Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU). Lors des élections européennes de 2019, le calcul du poids des électors à l'échelle de la circonscription européenne montre que l'électorat de droite (centre proeuropéen, droite proeuropéenne et droite populiste/extrême droite) réunit 110 955 811 suffrages et représente 55,9 % des suffrages exprimés et 27,9 % du total des inscrits, bien plus que l'électorat de gauche (gauche proeuropéenne, écologistes et gauche populiste/extrême gauche), qui réunit 67 941 204 suffrages, 34,2 % des suffrages exprimés et 17,1 % du total des inscrits<sup>3</sup>.

Derrière ces victoires électorales se pose la question de la conversion profonde des Européens aux valeurs de la droite<sup>4</sup>. Les résultats des scrutins ne nous renseignent que partiellement sur le système de préférences politiques, tant les facteurs qui entrent en considération lors d'un vote sont pluriels – incapacité à choisir, vote sanction, désir d'alternance, etc. Selon Pierre Bréchon, coordinateur pour la France de la grande enquête internationale European Values Study<sup>5</sup>, « l'identification à la gauche ou à la droite semble constituer un choix lié à tout un univers de valeurs et pas seulement à une orientation électorale<sup>6</sup> ». Or les désordres de la société contemporaine modifient en profondeur nos croyances individuelles et nos systèmes de valeurs : multiplication et enchevêtrement de crises mondiales, déploiement de la globalisation, vieillissement démographique, hausse de l'immigration, accroissement du sentiment d'insécurité suscité par les phénomènes de délinquance et le terrorisme islamiste, recomposition de l'espace médiatique, etc. Une telle situation, révélatrice d'un basculement historique sur le continent européen, appelle à un effort d'observation. Cette étude vise ainsi à contribuer à une meilleure appréhension des ressorts de l'inclinaison à droite qui s'opère au sein de l'opinion dans quatre grandes démocraties européennes : la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Le diagnostic d'un déplacement vers la droite de la société se fonde ici sur la diffusion des valeurs de droite<sup>7</sup>, dont le nationalisme *via* la question identitaire, le libéralisme économique et le libéralisme politique indexé à l'individualisme.

1. Voir Dominique Reynié (dir.), *Les Droites en Europe*, PUF, 2012.

2. Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Grèce, Estonie, France, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie. Pour la France, nous considérons que le gouvernement penche plutôt à droite car, en dépit de LREM qui se veut « ni de droite ni de gauche », les deux Premiers ministres successifs récents (Édouard Philippe puis Jean Castex) sont issus du parti Les Républicains. De même, pour l'Italie, Mario Draghi, président du Conseil italien depuis le 12 février 2021, vient de la droite libérale, même s'il a formé un gouvernement d'union nationale rassemblant des partis de gauche et droite, y compris populistes.

3. Voir Guillemette Lano et Raphaël Grelon, avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, *Élections européennes 2019. Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires*, Fondation pour l'innovation politique, juillet 2019, p. 3 ([www.fondapol.org/etude/elections-europeennes-2019-le-poids-des-electors-compare-au-poids-electoral-des-groupes-parlementaires/](http://www.fondapol.org/etude/elections-europeennes-2019-le-poids-des-electors-compare-au-poids-electoral-des-groupes-parlementaires/)).

4. Voir Jérôme Fourquet, Fabienne Gomant, Ernst Hillebrand et Vincent Tiberj, *Droitisation en Europe. Enquête sur une tendance controversée*, Fondation Jean-Jaurès/Fondation européenne d'études progressistes, 2014 (<https://jean-jaures.org/sites/default/files/etude-droitisation.pdf>).

5. Voir <https://europeanvaluesstudy.eu>.

6. Pierre Bréchon, « Valeurs de gauche, valeurs de droite et identités religieuses en Europe », *Revue française de sociologie*, vol. 47, n° 4, octobre-décembre 2006, p. 728 ([www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-1-2006-4-page-725.htm](http://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-1-2006-4-page-725.htm)).

7. Pascal Ory, « À droite toute ? », *Le Débat*, n° 191, septembre-octobre 2016, p. 147-154.

# I. L'autopositionnement politique sur un axe gauche-droite révèle un basculement à droite des électorats européens

En moyenne, dans les quatre démocraties étudiées, à la question « sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ? », 39 % des répondants s'autopositionnent à droite (entre 6 et 10 sur l'échelle), 27 % à gauche (entre 0 et 4) et 20 % au centre (5). L'autopositionnement à droite est en tête dans chaque pays : 44 % des Italiens se situent à droite (31 % à gauche), 40 % des Britanniques (25 % à gauche), 38 % des Français (24 %

à gauche) et 36 % des Allemands (26 % à gauche). On observe que 14 % de la totalité des répondants ne se positionnent pas sur l'axe gauche-droite. Il s'agit généralement de personnes qui se sentent très éloignées de la vie politique et qui considèrent que la démocratie fonctionne mal. Notons également que le bloc de droite regroupe des individus se situant du centre droit à l'extrême droite, tandis que le bloc de gauche regroupe des individus se situant du centre gauche à l'extrême gauche.

## Français, Allemands, Italiens et Britanniques sont plus de droite que de gauche

**Question :** « Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ? »

**Base :** total (Français, Allemands, Britanniques et Italiens)

|   | Très à gauche (0 et 1) | À gauche (2, 3 et 4) | Total gauche (de 0 à 4) | Centre (5) | À droite (6, 7 et 8) | Très à droite (9 et 10) | Total droite (de 6 à 10) | Ne sait pas |
|---|------------------------|----------------------|-------------------------|------------|----------------------|-------------------------|--------------------------|-------------|
|  | 5                      | 19                   | 24                      | 17         | 31                   | 7                       | 38                       | 21          |
|  | 4                      | 22                   | 26                      | 29         | 32                   | 4                       | 36                       | 9           |
|  | 3                      | 22                   | 25                      | 19         | 35                   | 5                       | 40                       | 16          |
|  | 8                      | 23                   | 31                      | 13         | 36                   | 8                       | 44                       | 12          |
| <b>TOTAL</b>  | 5                      | 22                   | 27                      | 20         | 33                   | 6                       | 39                       | 14          |

© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

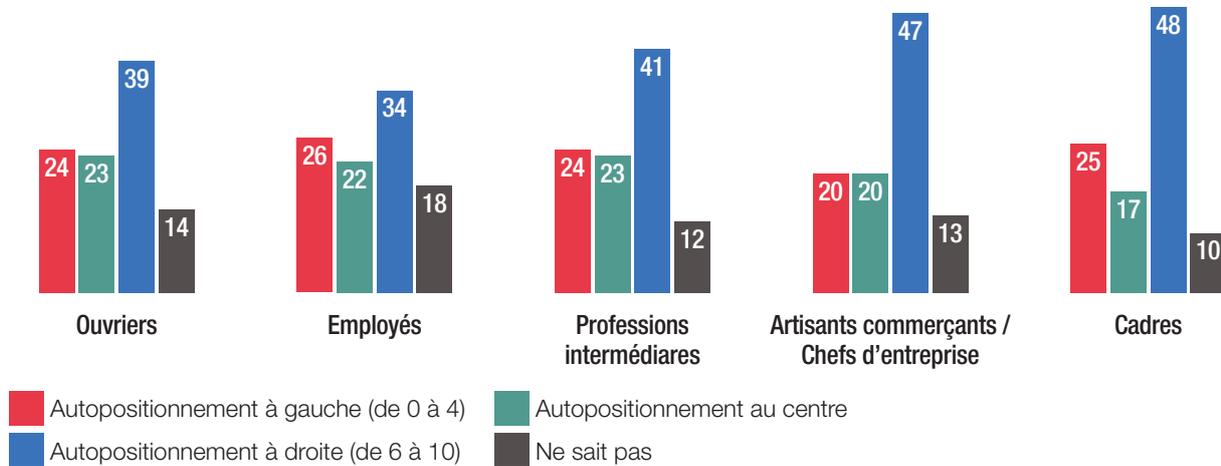
Un point crucial apparaît : alors que les seniors sont réputés voter traditionnellement plus à droite que les jeunes, nos données montrent que les nouvelles générations sont les plus nombreuses à s'autopositionner à droite. Dans l'ensemble des pays, 41 % des 18-24 ans et 41 % des 25-34 ans se positionnent entre 6 et 10 sur l'échelle, soit un niveau comparable à celui des 65 ans et plus (40 %),

mais supérieur de 5 points à celui des 50-64 ans (36 %). À l'inverse, seuls 26 % des 18-24 ans et 22 % des 25-34 ans se placent à gauche (entre 0 et 4 sur l'échelle), contre 31 % chez les 65 ans et plus et 29 % chez les 55-64 ans. Sur le temps long, cette droitisation des jeunes électorats pourrait structurellement renforcer l'ancrage des partis de droite en Europe.

## Quelle que soit leur catégorie socioprofessionnelle, les répondants s'autopositionnent toujours plus à droite qu'à gauche

**Question :** « Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ? »

**Base :** total (Français, Allemands, Britanniques et Italiens)



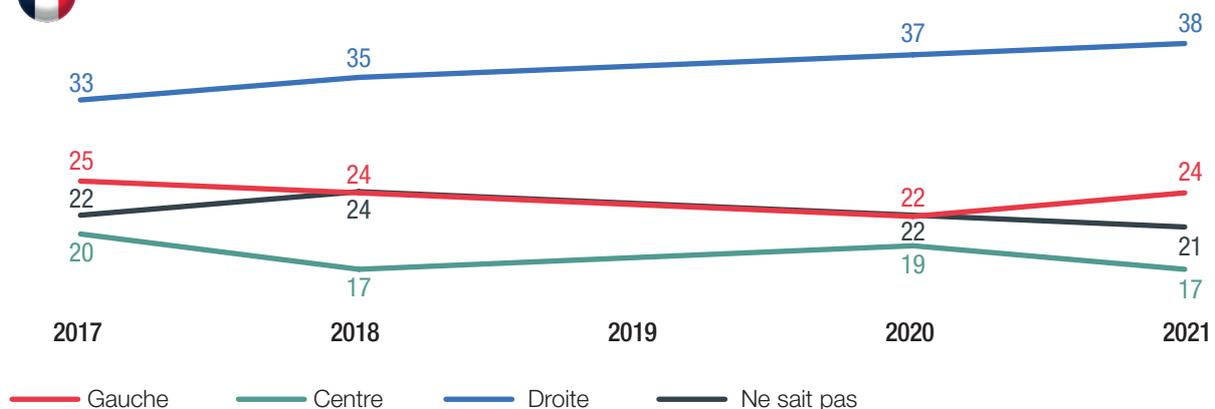
© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

Pour la France, le Baromètre de la confiance politique permet de rendre compte de l'évolution de l'autopositionnement politique depuis 2017<sup>8</sup>. En cinq ans, la proportion de Français se situant à droite de l'échiquier politique s'est accrue de manière continue, passant de 33 % en 2017 à 38 % en 2021. Sur la même période, la proportion

des citoyens se situant à gauche est restée stable (25 % en 2017 et 24 % en 2021), malgré une légère baisse en 2020 (22 %). Si le clivage gauche-droite résiste dans l'imaginaire collectif<sup>9</sup>, un glissement s'opère au profit de la droite depuis plusieurs années.

## La droitisation des Français

**Question :** « Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ? »



© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

8. L'inclusion par le Baromètre de la confiance politique de mesures en Allemagne et au Royaume-Uni a débuté lors de la vague 11, en février 2020. L'Italie, quant à elle, apparaît pour la première fois dans cette vague 12. À la différence de la France, aucune donnée n'est donc disponible pour ces trois pays pour les années précédentes.

9. Bruno Cautrès, « La fausse mort du clivage gauche-droite », Baromètre de la confiance politique-Vague 9, Sciences po/Cevipof, 29 janvier 2018 ([www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/Confiance2018\\_CAUTRES\\_clivage.pdf](http://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/Confiance2018_CAUTRES_clivage.pdf)).

## II. L'immigration inquiète l'opinion, à droite comme à gauche

### 1. Pour une majorité des répondants (60 %), l'immigration est jugée excessive

La crise migratoire de 2015 a relancé en Europe le thème politique de l'immigration. Dans les pays de l'enquête, fortement concernés par les mouvements migratoires<sup>10</sup>, la perception de l'immigration est dominée par un jugement négatif. Ainsi, en moyenne, six citoyens sur dix (60 %) sont d'accord avec l'affirmation « il y a trop d'immigrés dans notre pays » (contre 36 % et 4 % qui ne répondent pas). L'item « il y a trop d'immigrés dans notre pays » obtient une adhésion majoritaire quelle que soit la nationalité du répondant (60 % chez les Français, les Allemands et les Italiens, 57 % chez les Britanniques).

L'immigration soulève de fortes résistances dans l'ensemble des segments des populations.

Comme le souligne Dominique Reynié, « pour les classes populaires, l'immigration exerce une concurrence sur le marché de l'emploi et une pression sur le niveau des salaires ; pour les classes moyennes, elle consomme une part excessive de la solidarité dont [ces classes moyennes] estiment assurer le financement<sup>11</sup> ». L'idée qu'il y a trop d'immigrés est partagée par deux tiers des catégories socioprofessionnelles inférieures (63 %) et des moins diplômés (66 %). Mais ce rejet reste majoritaire au sein des catégories socioprofessionnelles supérieures (58 %) et chez les plus diplômés (52 %). En France, deux tiers (65 %) des citoyens appartenant aux CSP- pensent qu'il y a trop d'immigration dans leur pays. C'est 10 points de plus (55 %) que pour les CSP+. Des tendances similaires s'observent chez nos voisins européens, malgré des écarts moins importants entre les catégories socioprofessionnelles : 64 % des CSP- allemandes jugent qu'il y a trop d'immigrés dans leur pays (contre 59 % chez les CSP+), 62 % des CSP- italiennes (contre 60 %) et 59 % des CSP- britanniques (contre 55 %).

### Si les 18-24 ans apparaissent comme la classe d'âge la moins hostile à l'immigration, ils restent néanmoins 46 % à considérer qu'il y a trop d'immigrés dans leur pays

**Question :** « Voici maintenant une liste de phrases. Pour chacune d'elles, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas d'accord du tout ? »

**Réponse :** « Il y a trop d'immigrés dans votre pays »

**Base :** total (Français, Allemands, Britanniques et Italiens)

|                | « D'accord » | « Pas d'accord » | Pas de réponse |
|----------------|--------------|------------------|----------------|
| 18-24 ans      | 46           | 48               | 6              |
| 25-34 ans      | 56           | 39               | 5              |
| 35-49 ans      | 61           | 35               | 4              |
| 50-64 ans      | 64           | 32               | 4              |
| 65 ans en plus | 60           | 37               | 3              |

© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

10. Concernant la France, voir Didier Leschi, *Migrations : la France singulière*, Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018 ([www.fondapol.org/etude/migrations-la-france-singuliere/](http://www.fondapol.org/etude/migrations-la-france-singuliere/)).

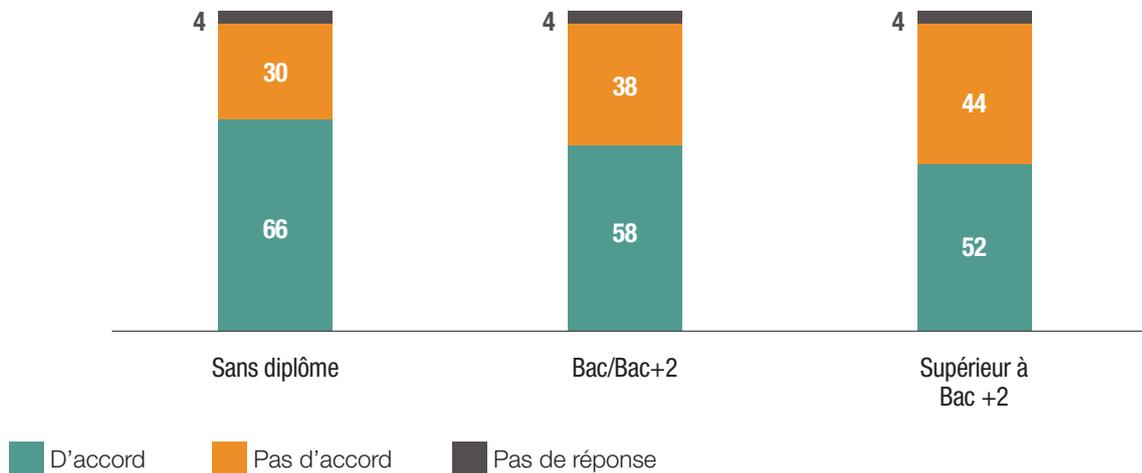
11. Dominique Reynié, *Les Nouveaux Populismes*, Pluriel, 2013, p. 299.

## Quel que soit le niveau de diplôme, le sentiment qu' « il y a trop d'immigrés » est majoritaire

**Question :** « Voici maintenant une liste de phrases. Pour chacune d'elles, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas d'accord du tout ? »

**Réponse :** « Il y a trop d'immigrés dans votre pays »

**Base :** total (Français, Allemands, Britanniques et Italiens)



© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

## 2. Les électeurs rejettent l'idée d'une ouverture sur le plan migratoire

Trois réponses étaient possibles à la question « Et plus précisément, sur le plan migratoire, estimez-vous que votre pays doit... ? » : s'ouvrir davantage, se fermer davantage ou ne rien changer. Plus de la moitié des répondants (56 %) pensent que leur pays doit se fermer davantage sur le plan migratoire, moins d'un quart (23 %) s'ouvrir davantage et 21 % prônent le *statu quo*. Les Français (63 %) apparaissent comme les plus réfractaires à l'ouverture, devant les Allemands (54 %), les Italiens (54 %) et les Britanniques (53 %).

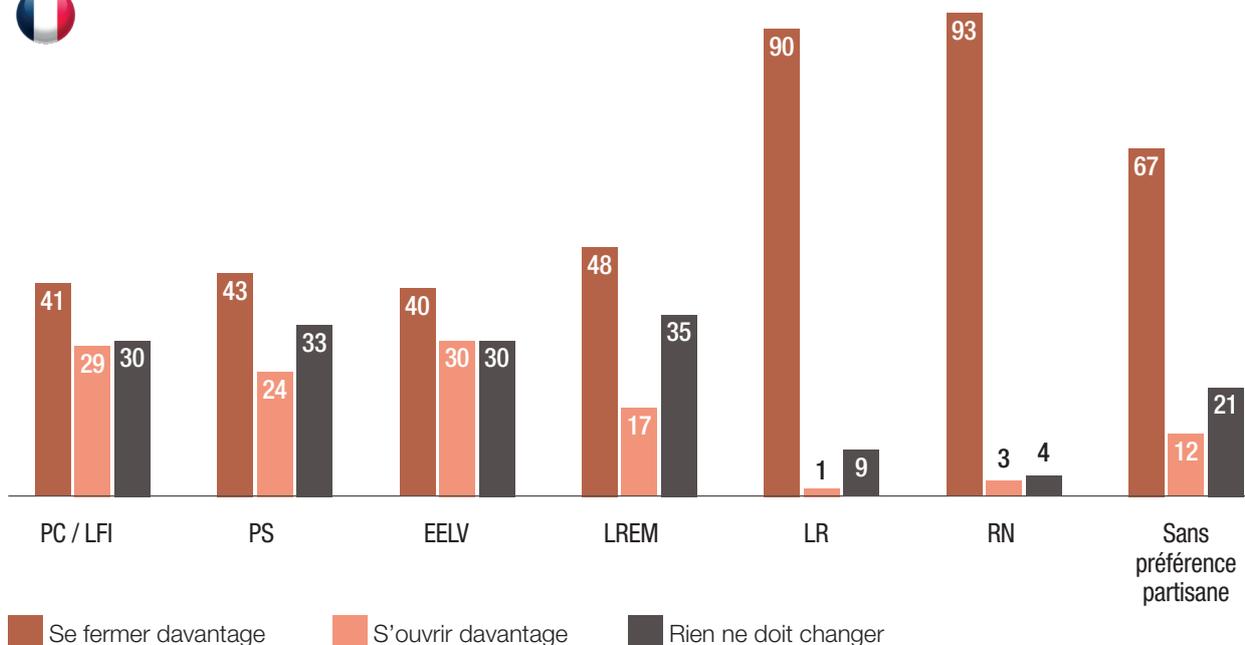
Globalement, plus les individus sont de droite, plus ils sont favorables à la fermeture. Néanmoins, la proportion des sympathisants de partis de gauche souhaitant que leur pays se ferme davantage sur le plan migratoire est significative. En effet, dans les quatre démocraties ici étudiées, les sympathisants des partis de gauche sont plus nombreux à être « pro-fermeture » que « pro-ouverture » ou en faveur du *statu quo* – à l'exception des sympathisants du Parti démocrate (Partito Democratico) italien.

L'immigration est devenue un enjeu majeur pour l'ensemble des citoyens, quelles que soient leurs affinités politiques. Selon l'indicateur de la protestation électorale de la Fondation pour l'innovation politique, la réduction de l'immigration s'impose pour 37 % des Français comme une des priorités que le gouvernement doit traiter, devant la réduction du réchauffement climatique (35 %), de l'influence de l'islam (33 %) ou encore de la dette et du déficit public (28 %) <sup>12</sup>.

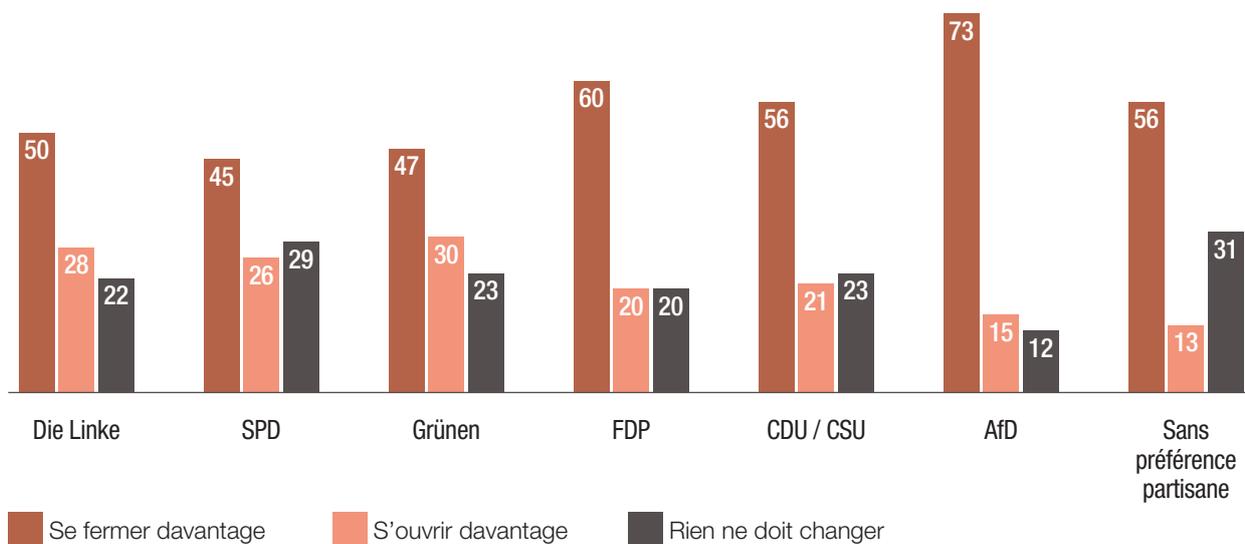
12. Voir Dominique Reynié (dir.), 2022, *le risque populiste en France. Un indicateur de la protestation électorale. Vagues 2 et 3*, Fondation pour l'innovation politique, octobre 2020 ([www.fondapol.org/etude/2022-le-risque-populiste-en-france-vagues-2-et-3/](http://www.fondapol.org/etude/2022-le-risque-populiste-en-france-vagues-2-et-3/)).

Parmi les sympathisants de gauche, ceux souhaitant que leur pays se ferme davantage sur le plan migratoire sont généralement plus nombreux que ceux souhaitant plus d'ouverture ou un maintien du *statu quo*

Question : « Et plus précisément, sur le plan migratoire, estimez-vous que votre pays doit... ? »



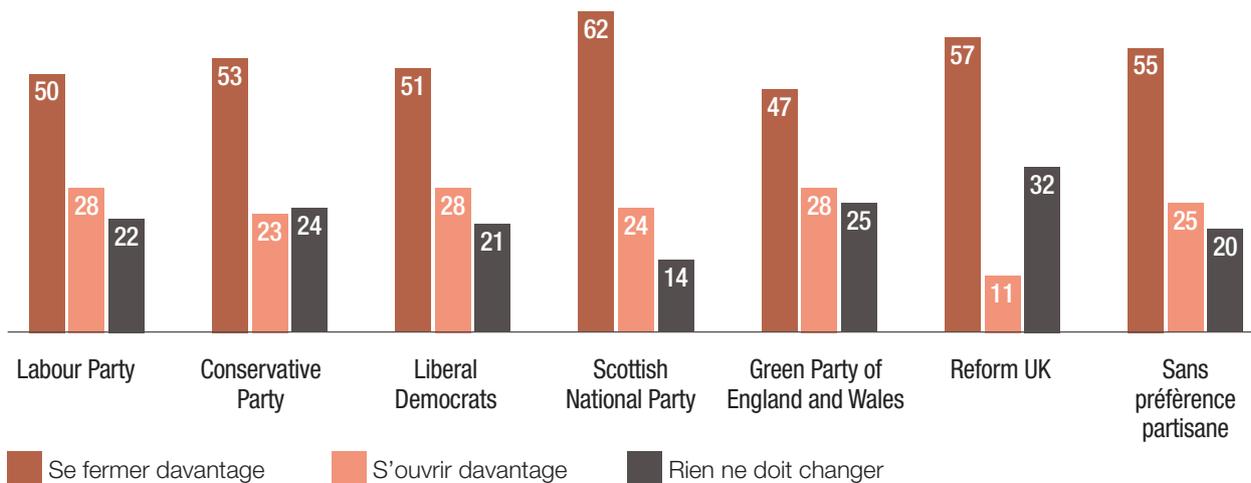
© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.



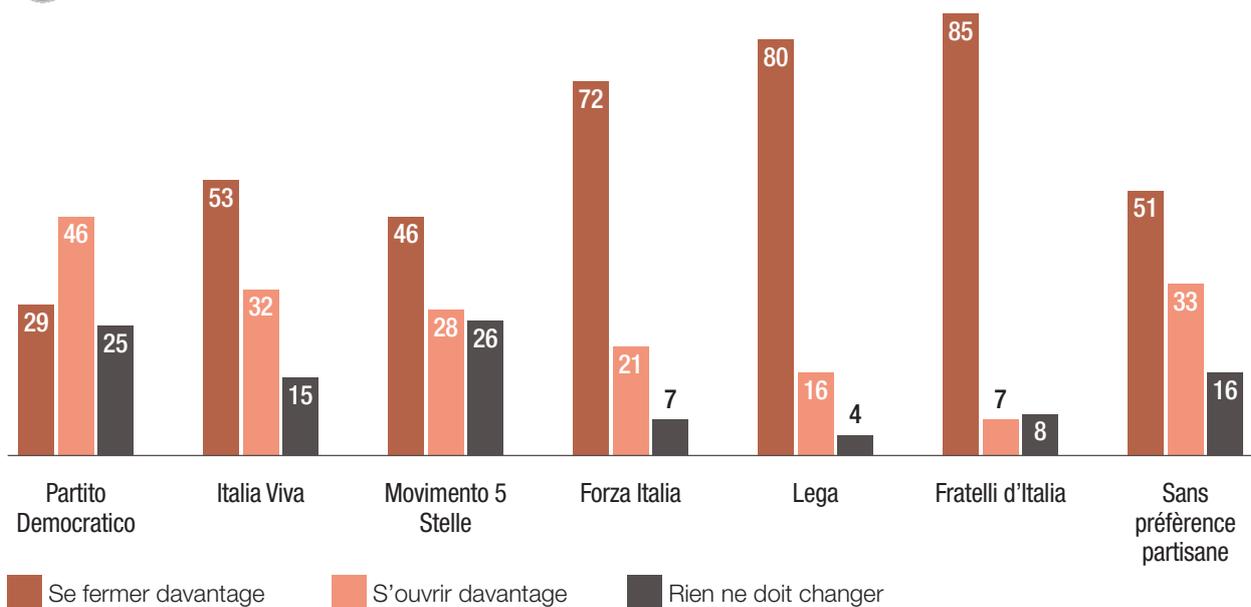
© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

Parmi les sympathisants de gauche, ceux souhaitant que leur pays se ferme davantage sur le plan migratoire sont généralement plus nombreux que ceux souhaitant plus d'ouverture ou un maintien du *statu quo* (suite)

Question : « Et plus précisément, sur le plan migratoire, estimez-vous que votre pays doit... ? »



© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.



© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

# III. La préoccupation vis-à-vis de l'islam dépasse les appartenances politiques

## 1. En France, 62 % des citoyens estiment que l'islam représente une menace pour la République

La vague 12 du Baromètre de la confiance politique questionne, uniquement pour la France, les citoyens sur leurs inquiétudes à l'égard de l'islam. Plus de six personnes interrogées sur dix (62 %) sont d'accord avec l'item « l'islam représente une menace pour la République ». Un tiers (33 %) disent ne pas être d'accord et 5 % n'ont pas répondu. Malgré l'existence de variations sociodémographiques, cette crainte gagne l'ensemble de la population. Les hommes sont plus nombreux (65 %) que les femmes (60 %) à considérer l'islam comme une menace pour la République. De même, deux tiers des Français vivant dans des communes rurales (65 %) perçoivent l'islam comme une menace

pour la République, c'est 6 points de plus que pour les citadins des villes de 100 000 habitants et plus où le niveau est déjà élevé (59 %). L'effet d'âge est le plus net. Les plus jeunes représentent la classe d'âge répondant avoir le moins peur de l'islam : ils sont 41 % chez les 18-24 ans et 48 % chez les 25-34 ans à répondre que « l'islam représente une menace pour la République », contre 59 % chez les 35-49 ans, 74 % chez les 50-64 ans et 70 % chez les 65 ans et plus.

La crainte de l'islam est largement partagée par les personnes qui se situent dans le bloc de droite (81 %). De son côté, le bloc de gauche apparaît très clivé sur cette question : près d'une moitié des sympathisants de gauche (45 %) est d'accord avec l'item « l'islam représente une menace pour la République », une autre moitié (52 %) n'est pas d'accord, 3 % n'ayant pas répondu. Dans le détail, 55 % des sympathisants du Parti socialiste, 48 % des sympathisants du PCF-LFI et 42 % des sympathisants EELV jugent l'islam dangereux pour la République.

### La crainte de l'islam touche l'ensemble des électeurs

**Question :** « Voici maintenant une liste de phrases. Pour chacune d'elles, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas d'accord du tout ? »

**Réponse :** « L'islam représente une menace pour la République »



|                           | « D'accord » | « Pas d'accord » | Pas de réponse |
|---------------------------|--------------|------------------|----------------|
| PCF/FI                    | 48           | 49               | 3              |
| PS                        | 55           | 41               | 4              |
| EELV                      | 42           | 55               | 3              |
| LREM                      | 62           | 35               | 3              |
| LR                        | 83           | 13               | 4              |
| RN                        | 87           | 12               | 1              |
| Sans préférence partisane | 60           | 33               | 7              |

## 2. Une inquiétude partagée chez nos voisins européens

Ces résultats peuvent être mis en perspective avec ceux observés dans l'ouvrage *Où va la démocratie ?*, une enquête réalisée par la Fondation pour l'innovation politique dans 26 pays en 2017<sup>13</sup>. Selon ces données, 62 % des Allemands, 57 % des Italiens et 50 % des Britanniques percevaient alors l'islam comme une menace pour leur pays. Une actualisation de ces données permettra de mesurer les évolutions, mais nul doute que l'islam demeure une source d'inquiétude au sein de l'opinion européenne<sup>14</sup>.

De tels résultats appuient l'hypothèse que la méfiance des Européens à l'égard de l'islam est multiforme. Les difficultés qui surgissent, par

exemple à propos de l'égalité entre les femmes et les hommes ou encore au sujet de la liberté d'opinion, peuvent donner lieu à des conflits interculturels. Pour François Miquet-Marty et Rafael Guillermo López Juárez, une large proportion des citoyens ont le sentiment que leur pays est « menacé (réellement ou potentiellement) dans son identité, ses paysages, sa manière de vivre, ses valeurs. Cette idée prospère sur l'évocation d'une visibilité de l'islam dans l'espace public (voiles et foulards, boucheries hallal, etc.)<sup>15</sup> ». À cela s'ajoutent le spectre du terrorisme islamiste et l'enracinement du djihadisme qui nourrissent inévitablement ce rejet<sup>16</sup>. Le décalage entre les craintes que suscitent l'immigration et l'islam chez les électeurs, et les difficultés qu'éprouvent certains partis politiques – notamment une partie de la gauche – à se positionner clairement sur ces enjeux alimente ce glissement à droite des valeurs des Européens.

# IV. Préférence pour un libéralisme économique

## 1. Un appel à davantage de liberté pour les entreprises

La mesure de l'aspiration des citoyens en faveur du libéralisme économique est indispensable puisqu'elle définit un autre registre potentiel majeur de droitisation. La vague 12 du Baromètre de la confiance politique s'inscrit dans le contexte de la crise sanitaire et économique de la Covid-19 qui a vu bon nombre d'économies européennes passer sous perfusion étatique. Dans cette période si singulière, il est intéressant de mesurer le degré d'adhésion ou de rejet aux valeurs de l'économie de marché : la liberté des entreprises, la confiance dans les entreprises, l'économie de la croissance ou encore l'adhésion au capitalisme.

La place dans l'opinion du libéralisme économique, défini ici comme la limitation du rôle de l'État dans l'économie et le renforcement de la liberté des entreprises, reçoit un soutien majoritaire. Ainsi, « pour faire face aux difficultés économiques », plus de la moitié des répondants (54 %) considèrent qu'il faut « que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté ». L'option « que l'État

13. Voir Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Paris, Plon, 2017.

14. Voir Dominique Reynié (dir.), *Démocraties sous tension*, 2 vol., Fondation pour l'innovation politique, International Republican Institute, mai 2019 ([www.fondapol.org/etude/enquete-planetaire-democraties-sous-tension-volume-i-les-enjeux/](http://www.fondapol.org/etude/enquete-planetaire-democraties-sous-tension-volume-i-les-enjeux/) et [www.fondapol.org/etude/enquete-planetaire-democraties-sous-tension-volume-ii-les-pays/](http://www.fondapol.org/etude/enquete-planetaire-democraties-sous-tension-volume-ii-les-pays/)).

15. François Miquet-Marty et Rafael Guillermo López Juárez, « Une droitisation identitaire », *Le Débat*, n° 191, septembre-octobre 2016.

16. Voir Dominique Reynié (dir.), *Les attentats islamistes dans le monde 1979-2019*, Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019 ([www.fondapol.org/etude/les-attentats-islamistes-dans-le-monde-1979-2019/](http://www.fondapol.org/etude/les-attentats-islamistes-dans-le-monde-1979-2019/)).

contrôle les entreprises et les réglemente plus étroitement » est choisie par 41 % des personnes interrogées (5 % répondent ne pas savoir).

Il est intéressant d'observer que certaines caractéristiques sociologiques des répondants n'influent globalement que très légèrement sur le soutien au retrait de l'appareil public dans l'économie. Le critère de l'âge n'a pas d'effet : dans l'ensemble, plus de la moitié des 18-24 ans (55 %) et des 65 ans et plus (55 %) considèrent que l'État doit faire plus confiance aux entreprises. De même, les « sans diplômes » sont autant (53 %) que les diplômés « supérieurs à bac + 2 » (53 %) à être favorables à une économie plus libre. Au niveau des catégories sociales, la proportion des CSP+ (57 %) à défendre la liberté des entreprises est légèrement supérieure à celle des CSP- (53 %).

L'autopositionnement politique révèle des écarts plus marqués selon le profil des individus. La confiance envers les acteurs économiques et leur liberté est élevée chez les citoyens se situant à droite (68 %) et au centre (58 %). De l'autre côté du spectre politique, plus de quatre personnes sur dix (43 %) s'autopositionnant à gauche défendent la liberté des entreprises. Deux grilles de lectures sont possibles : c'est 25 points de moins que les répondants de droite (68 %), mais c'est aussi presque un citoyen de gauche sur deux qui considère que, « pour faire face aux difficultés économiques », l'État doit s'effacer devant les entreprises. Selon Pascal Perrineau, « nous nous éloignons d'un univers où une gauche des classes populaires porteuse des valeurs de l'antilibéralisme économique et de l'universalisme s'opposait à une droite des catégories aisées associant libéralisme économique et rejet des valeurs universalistes<sup>17</sup> ».

### Le soutien à la liberté des entreprises en fonction de l'autopositionnement politique gauche-droite

**Question :** « Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut... ? »

**Réponse :** « Que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté »

**Base :** total (Français, Allemands, Britanniques et Italiens)

|   | Très à gauche (0 et 1) | À gauche (2, 3 et 4) | Total gauche (de 0 à 4) | Centre (5) | À droite (6, 7 et 8) | Très à droite (9 et 10) | Total droite (de 6 à 10) | Ne sait pas |
|---|------------------------|----------------------|-------------------------|------------|----------------------|-------------------------|--------------------------|-------------|
|  | 31                     | 40                   | 39                      | 62         | 77                   | 49                      | 71                       | 54          |
|  | 42                     | 45                   | 45                      | 51         | 61                   | 67                      | 61                       | 51          |
|  | 44                     | 28                   | 30                      | 48         | 61                   | 74                      | 63                       | 44          |
|  | 38                     | 50                   | 47                      | 60         | 70                   | 78                      | 71                       | 52          |
| <b>TOTAL</b>  | 43                     | 43                   | 43                      | 58         | 71                   | 57                      | 68                       | 51          |

© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

Comme l'illustrent les données du tableau, la constitution de blocs de droite et de gauche ne doit pas occulter l'hétérogénéité des profils au sein même de ces deux groupes, notamment sur les questions économiques. On voit par exemple que pour la France, plus de trois quarts (77 %) des sympathisants qui s'autopositionnent entre 6 et 8 sur l'échelle droite-gauche considèrent qu'il faut que

« l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté », contre moins de la moitié (49 %) pour ceux qui s'autopositionnent très à droite (entre 9 et 10 sur l'échelle). Plusieurs chercheurs ont ces dernières années émis l'hypothèse que les divergences sur le libéralisme économique ne recoupaient en réalité plus le clivage gauche-droite, qui aurait été supplanté par un nouveau

17. Pascal Perrineau, *Le Grand Écart. Chronique d'une démocratie fragmentée*, Plon, 2019, p. 42.

clivage gagnants-perdants de la mondialisation. Néanmoins, il faut là encore faire preuve de prudence, puisque nos données indiquent, par exemple sur la question de la liberté des entreprises, des variations mineures selon l'âge, le niveau de diplôme ou la catégorie socioprofessionnelle.

## 2. La taille des entreprises façonne les représentations collectives

La confiance portée aux entreprises est inversement proportionnelle à leur taille. La confiance envers les petites et moyennes entreprises (PME) est très élevée (74 %) et elles font même partie des institutions qui suscitent le plus de confiance, mais celle exprimée à l'égard des grandes entreprises, publiques (45 %) ou privées (44 %), reste minoritaire.

Soulignons néanmoins que la crise du coronavirus semble conduire à une prise de conscience de

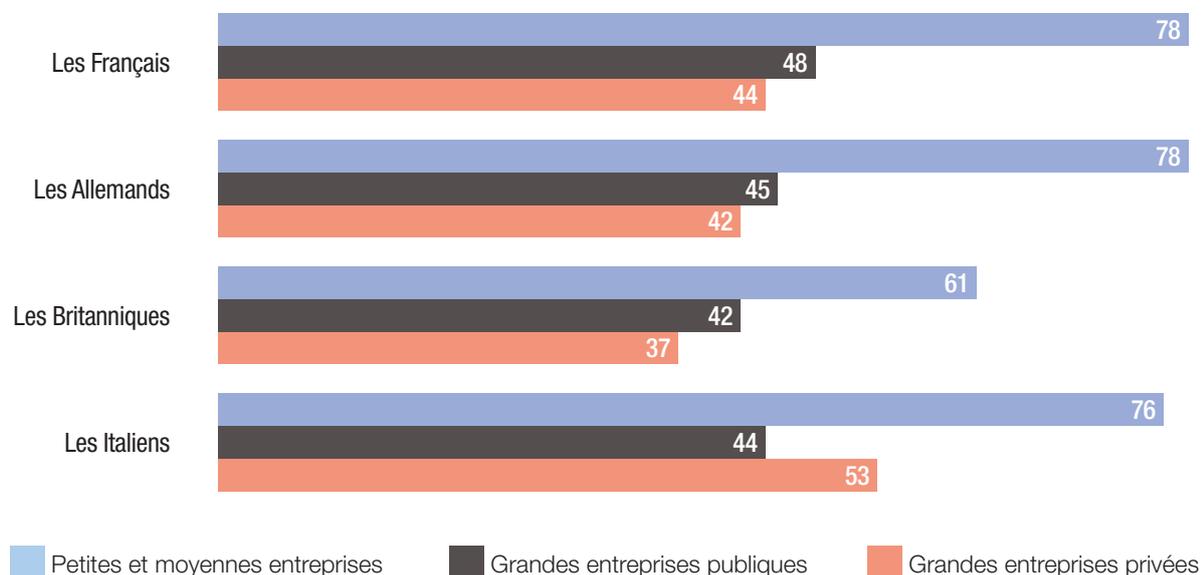
l'importance des grandes entreprises dans le tissu économique et social du pays, particulièrement en Allemagne et en France. Ainsi, en février 2021, 45 % des Allemands font confiance aux grandes entreprises publiques (contre 40 % en février 2020) et 42 % aux grandes entreprises privées (contre 38 %). De même, la confiance des Français augmente de 4 points pour les grandes entreprises publiques (de 44 % en février 2020 à 48 % en février 2021) et de 1 point pour les grandes entreprises privées (de 43 % à 44 %). Notons que la confiance à l'égard des PME est restée stable aussi bien en Allemagne qu'en France (dans les deux pays, 77 % en février 2020 et 78 % en février 2021). *A contrario*, le Brexit semble produire un effet sur ces perceptions : moins 7 points de confiance des Britanniques pour les PME (de 68 % en février 2020 à 61 % en février 2021), moins 4 points pour les grandes entreprises publiques (de 46 à 42 %) et moins 5 points pour les grandes entreprises privées (de 42 à 37 %). Aucune comparaison pour l'Italie n'est possible, puisque le pays n'a été intégré pour la première fois au Baromètre de la confiance politique qu'en février 2021.

### La confiance portée aux entreprises est inversement proportionnelle à leur taille

**Question :** « Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans chacune des organisations suivantes... ? »

**Réponses :** Total « très confiance » et « plutôt confiance »

**Base :** total (Français, Allemands, Britanniques et Italiens)



### 3. La croissance économique est compatible avec l'environnement pour 76 % des répondants

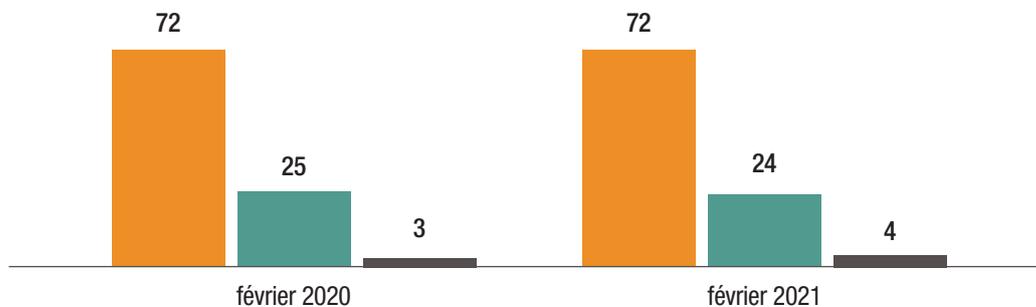
La portée médiatique du discours de l'écologisme punitif et de la décroissance<sup>18</sup> connaît des limites de propagation au sein de l'opinion : plus de trois quarts des personnes interrogées (76 %) estiment que l'« on peut continuer à développer notre économie tout en préservant l'environnement pour les générations futures ». Ils sont 20 % à répondre que « si on veut préserver l'environnement pour les générations futures, on sera obligé de stopper la croissance économique » (4 % disent ne pas avoir d'avis).

Dans le détail, les Italiens sont les plus nombreux (84 %) à penser que croissance et protection de l'environnement sont compatibles. Ils sont suivis par les Allemands (74 %), les Britanniques (74 %) et les Français (72 %).

Durant la crise sanitaire, certains médias se sont fait l'écho de l'idée selon laquelle la décroissance gagnait en popularité dans les foyers confinés<sup>19</sup>. Notre enquête révèle le contraire : en un an, l'item « Si on veut préserver l'environnement pour les générations futures, on sera obligé de stopper la croissance économique » a baissé de 5 points au Royaume-Uni (passant de 25 % en février 2020 à 20 % en février 2021), de 3 points en Allemagne (de 25 % à 22 %) et d'un point en France (de 25 % à 24 %). En Italie, pays testé pour la première fois par le Baromètre de la confiance politique, seuls 13 % des citoyens se disent favorables à la décroissance.

#### Le modèle de la décroissance ne séduit pas

Question : « De laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »



- « On peut continuer à développer notre économie tout en préservant l'environnement pour les générations futures »
- « Si on veut préserver l'environnement pour les générations futures, on sera obligé de stopper la croissance économique »
- Ne sait pas

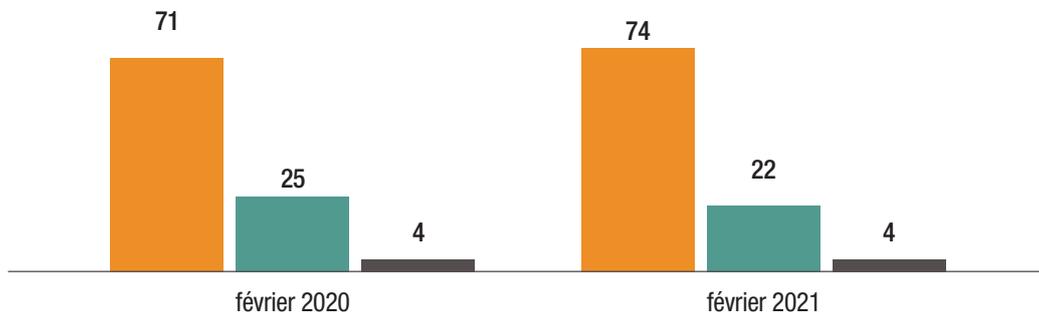
© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

18. Guillaume Bazot, *Les coûts de la transition écologique*, Fondation pour l'innovation politique, mai 2021 ([www.fondapol.org/etude/les-couts-de-la-transition-ecologique/](http://www.fondapol.org/etude/les-couts-de-la-transition-ecologique/)).

19. Voir le texte d'un collectif pour la décroissance, « Confinement : en demi-résonance avec notre décroissance », [partipourladecroissance.net](http://partipourladecroissance.net), 11 avril 2020 ([www.partipourladecroissance.net/?p=9600](http://www.partipourladecroissance.net/?p=9600)).

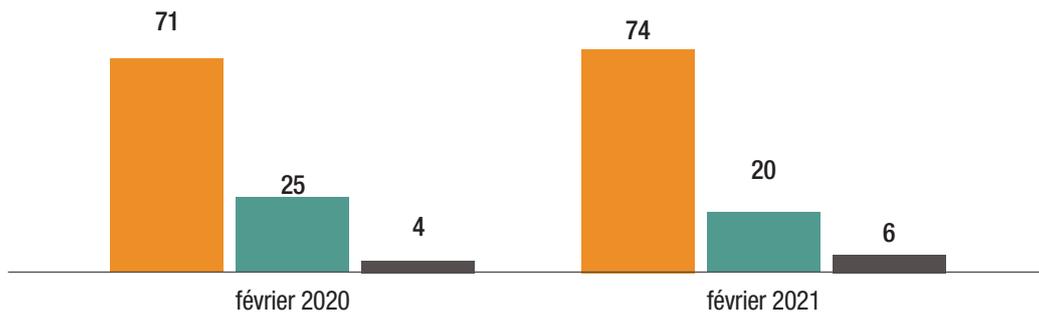
## Le modèle de la décroissance ne séduit pas (suite)

Question : « De laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »



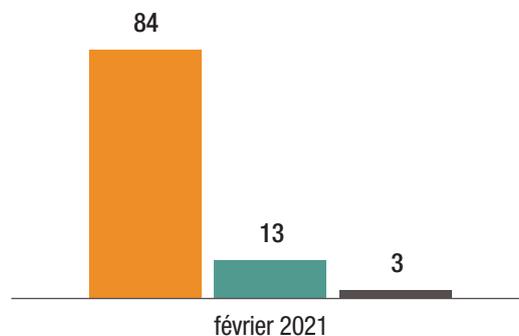
- « On peut continuer à développer notre économie tout en préservant l'environnement pour les générations futures »
- « Si on veut préserver l'environnement pour les générations futures, on sera obligé de stopper la croissance économique »
- Ne sait pas

© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.



- « On peut continuer à développer notre économie tout en préservant l'environnement pour les générations futures »
- « Si on veut préserver l'environnement pour les générations futures, on sera obligé de stopper la croissance économique »
- Ne sait pas

© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.



- « On peut continuer à développer notre économie tout en préservant l'environnement pour les générations futures »
- « Si on veut préserver l'environnement pour les générations futures, on sera obligé de stopper la croissance économique »
- Ne sait pas

© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

Dans les quatre démocraties étudiées, les sympathisants des différents partis sont toujours largement majoritaires à répondre qu'« on peut continuer à développer notre économie tout en préservant l'environnement pour les générations futures ». C'est notamment le cas chez les sympathisants du Parti socialiste (73 %), Europe Écologie-Les Verts (67 %) et PCF/FI (67 %) en France, de Grünen (80 %) et du SPD (73 %) en Allemagne, du Labour Party (73 %) et du Green Party of England and Wales (68 %) au Royaume-Uni, du Partito Democratico (88 %) en Italie.

Ces résultats peuvent être mis en perspective avec la perception que les citoyens ont du système capitaliste, qui est jugé perfectible mais qui n'est pas foncièrement rejeté par les citoyens. En effet, dans l'ensemble des quatre pays, plus de la moitié des répondants (56 %) souhaitent que « le système capitaliste soit réformé sur quelques points » et 14 % que « le système capitaliste ne soit pas réformé ». Un quart des personnes interrogées (26 %) disent que « le système capitaliste doit être réformé en profondeur ».

## À droite comme à gauche, les répondants estiment toujours majoritairement qu'on peut concilier développement économique et préservation de l'environnement

**Question :** « De laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

|  | « On peut continuer à développer notre économie tout en préservant l'environnement pour les générations futures » | « Si on veut préserver l'environnement pour les générations futures, on sera obligé de stopper la croissance économique » | Ne sait pas |
|--|---|---|-------------|
| <b>LES FRANÇAIS</b>  |   |   |             |
|  PCF/FI               | 67  | 29  | 4           |
| PS   | 73  | 25  | 2           |
| EELV   | 67  | 31  | 2           |
| LREM   | 88  | 11  | 1           |
| LR   | 83  | 16  | 1           |
| RN   | 70  | 28  | 2           |
| Sans préférence partisane  | 69  | 27  | 4           |
| <b>Total des Français</b>  | <b>72</b>   | <b>24</b>   | <b>4</b>    |
| <b>LES ALLEMANDS</b>   |   |   |             |
|  Die Linke           | 70  | 29  | 1           |
| SPD  | 73  | 24  | 3           |
| Grünen   | 80  | 17  | 3           |
| FDP  | 77  | 17  | 6           |
| CDU / CSU  | 74  | 21  | 5           |
| AfD  | 71  | 27  | 2           |
| Sans préférence partisane  | 75  | 25  | /           |
| <b>Total des Allemands</b>   | <b>74</b>   | <b>22</b>   | <b>4</b>    |
| <b>LES BRITANNIQUES</b>  |   |   |             |
|  Labour Party        | 73  | 21  | 6           |
| Conservative Party   | 78  | 17  | 5           |
| Liberal Democrats  | 69  | 21  | 10          |
| Scottish National Party  | 82  | 13  | 5           |
| Green Party of England and Wales   | 68  | 23  | 9           |
| Reform UK  | 84  | 7   | 9           |
| Sans préférence partisane  | 70  | 23  | 7           |
| <b>Total des Britanniques</b>  | <b>74</b>   | <b>20</b>   | <b>6</b>    |
| <b>LES ITALIENS</b>  |   |   |             |
|  Partito Democratico | 88  | 10  | 2           |
| Italia Viva  | 72  | 25  | 3           |
| Movimento 5 Stelle   | 87  | 9   | 4           |
| Forza Italia   | 92  | 8   | /           |
| Lega   | 85  | 12  | 3           |
| Fratelli d'Italia  | 90  | 8   | 2           |
| Sans préférence partisane  | 79  | 16  | 5           |
| <b>Total des Italiens</b>  | <b>84</b>   | <b>13</b>   | <b>3</b>    |

# V. L'individualisme : une valeur transpartisane

## 1. L'autonomie de la réussite érigée en norme sociale

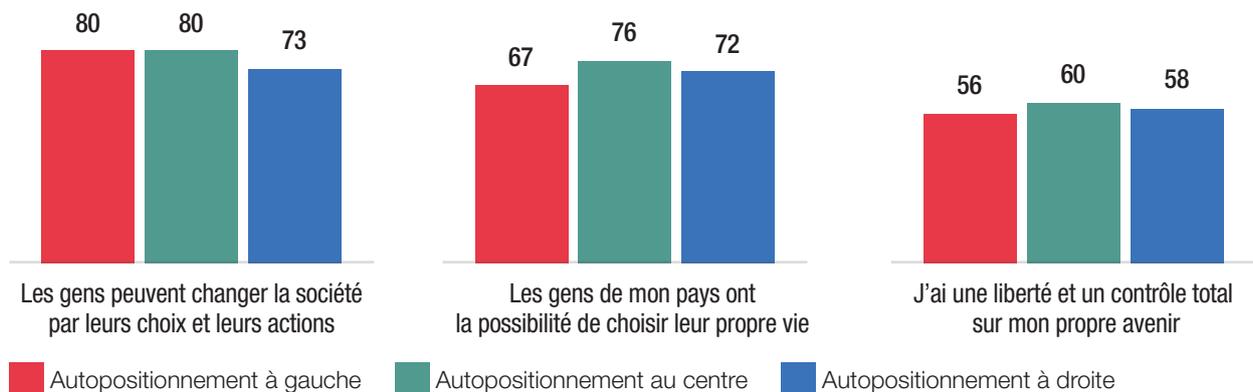
Nos données montrent, qu'à droite comme à gauche, l'individualisme – considéré ici comme la capacité reconnue à chacun de changer la société

ou de choisir sa propre vie – est érigé en norme sociale<sup>20</sup>. Ainsi, une large majorité des répondants estiment que « les gens peuvent changer la société par leurs choix et leurs actions » (80 %), que « les gens de leur pays ont la possibilité de choisir leur propre vie » (69 %), et, dans une moindre mesure, qu'ils ont « une liberté et un contrôle total sur leur propre avenir » (63 %).

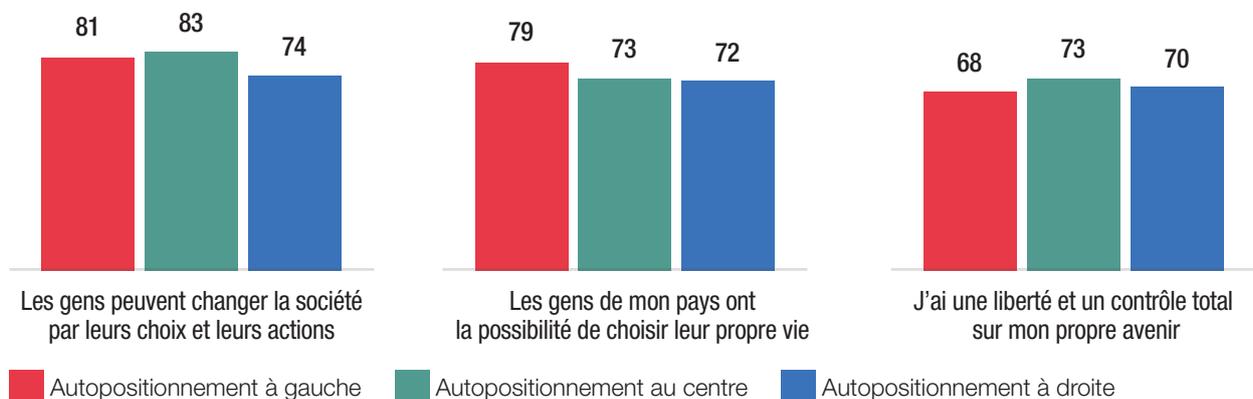
### L'individualisme dépasse le clivage gauche-droite

**Question :** « Pour chacune des affirmations suivantes à propos des gens et de la société, êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord... ? »

**Réponse :** total « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »



© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.



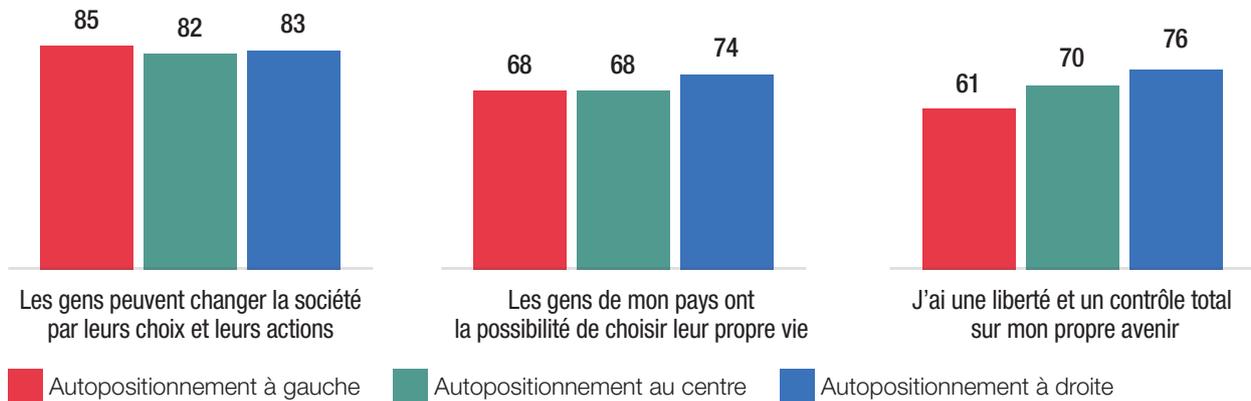
© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

20. Voir Madani Cheurfa, « “Un peu plus d’avenir” : une inflexion du pessimisme ? », Baromètre de la confiance politique-Vague 9, Sciences Po/Cevipof, 29 janvier 2018 ([www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/Confiance2018\\_CHEURFA\\_avenir.pdf](http://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/Confiance2018_CHEURFA_avenir.pdf)).

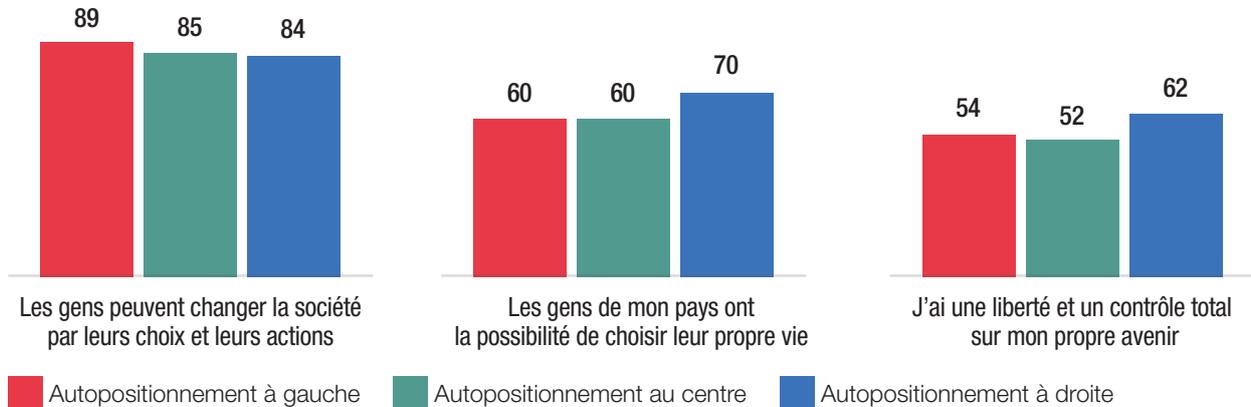
## L'individualisme dépasse le clivage gauche-droite (suite)

**Question :** « Pour chacune des affirmations suivantes à propos des gens et de la société, êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord... ? »

**Réponse :** total « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »



© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.



© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

Ce phénomène d'autonomisation des individus peut en partie être associé à la défiance qu'ils expriment à l'égard du système politique dans son ensemble<sup>21</sup>. Le scepticisme des citoyens sur l'efficacité des procédures et des institutions de la politique les conduit à ne vouloir s'en remettre

qu'à eux-mêmes pour changer la société. Comme le souligne Madani Cheurfa, « nous assistons ainsi à la confirmation [...] de l'affirmation de cet individualisme imposé, à soi (comme réponse à la carence de l'action politique) et aux autres (en rendant chacun responsable de sa situation)<sup>22</sup> ».

21. Dominique Reynié (dir.), *Démocraties sous tension*, op.cit.

22. Madani Cheurfa, art. cit., p. 2.

## 2. La responsabilité individuelle l'emporte sur l'assistanat

Un peu moins de trois quarts de l'ensemble des citoyens (71 %) jugent que « beaucoup de personnes parviennent à obtenir des aides sociales auxquelles elles n'ont pas contribué ». C'est 46 points de plus que les répondants n'étant pas d'accord avec cet item (25 %). Une analyse par pays montre que c'est en France, où 57 % des ménages ne paient pas d'impôt sur le revenu<sup>23</sup>, que les citoyens sont les plus nombreux (73 %) à juger que beaucoup de personnes reçoivent des aides sociales auxquelles elles n'ont pas contribué. Ils sont suivis par les Britanniques (72 %), les Italiens (72 %) et les Allemands (68 %).

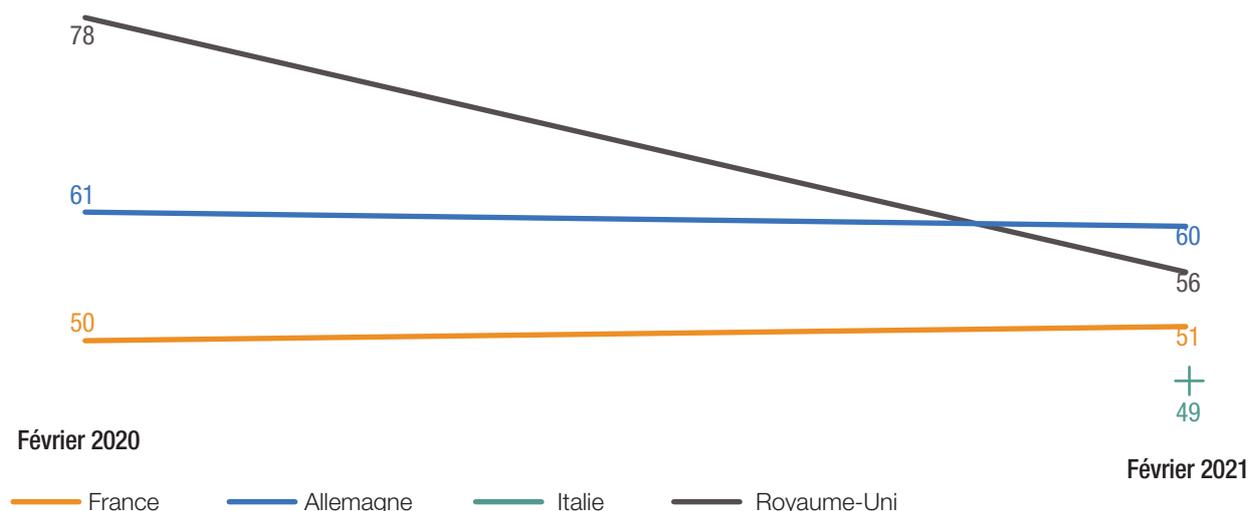
De même, plus de la moitié des répondants (55 %) considèrent que « les chômeurs pourraient trouver

du travail s'ils le voulaient vraiment » (contre 42 % qui « ne sont pas d'accord » avec cette proposition). Ce résultat est d'autant plus intéressant à analyser qu'il survient au moment de la Covid-19. Pour maintenir l'emploi et limiter les effets de la crise économique et sociale, un certain nombre d'États européens ont recours au dispositif d'activité partielle. C'est le cas en France, mais aussi en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni. Pour autant, la perception des effets de ces mécanismes de protection varie très fortement sur l'opinion : en un an, la proportion des individus considérant que les chômeurs profitaient du système est restée stable en France (passant de 50 % en février 2020 à 51 % en février 2021) et en Allemagne (de 61 % en février 2020 à 60 % en février 2021) et en Allemagne (de 61 à 60 %), tandis qu'elle s'est effondrée de 22 points au Royaume-Uni (de 78 à 56 %). La sortie du pays de l'union douanière et du marché unique le 31 décembre 2020 peut être une autre explication. Là encore, aucune comparaison avec l'Italie n'est possible sur la période considérée.

### Covid-19 : évolution de la perception des répondants sur l'idée que les chômeurs profiteraient du système

**Question :** « Voici maintenant une liste de phrases. Pour chacune d'elles, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas d'accord du tout ? »

**Réponse :** « Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment », total « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »



Note : L'inclusion par le Baromètre de la confiance politique de mesure en Italie apparaît pour la première fois dans cette vague 12. Aucune donnée n'est donc disponible pour ce pays pour les années précédentes.

© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

23. Voir Julien Marion, « Près de 6 ménages sur 10 échappent à l'impôt sur le revenu », [bfmtv.com](http://bfmtv.com), 18 juillet 2017 ([www.bfmtv.com/economie/economie-social/finances-publiques/pres-de-6-menages-sur-10-echappent-a-l-impot-sur-le-revenu\\_AN-201707180124.html](http://www.bfmtv.com/economie/economie-social/finances-publiques/pres-de-6-menages-sur-10-echappent-a-l-impot-sur-le-revenu_AN-201707180124.html)).

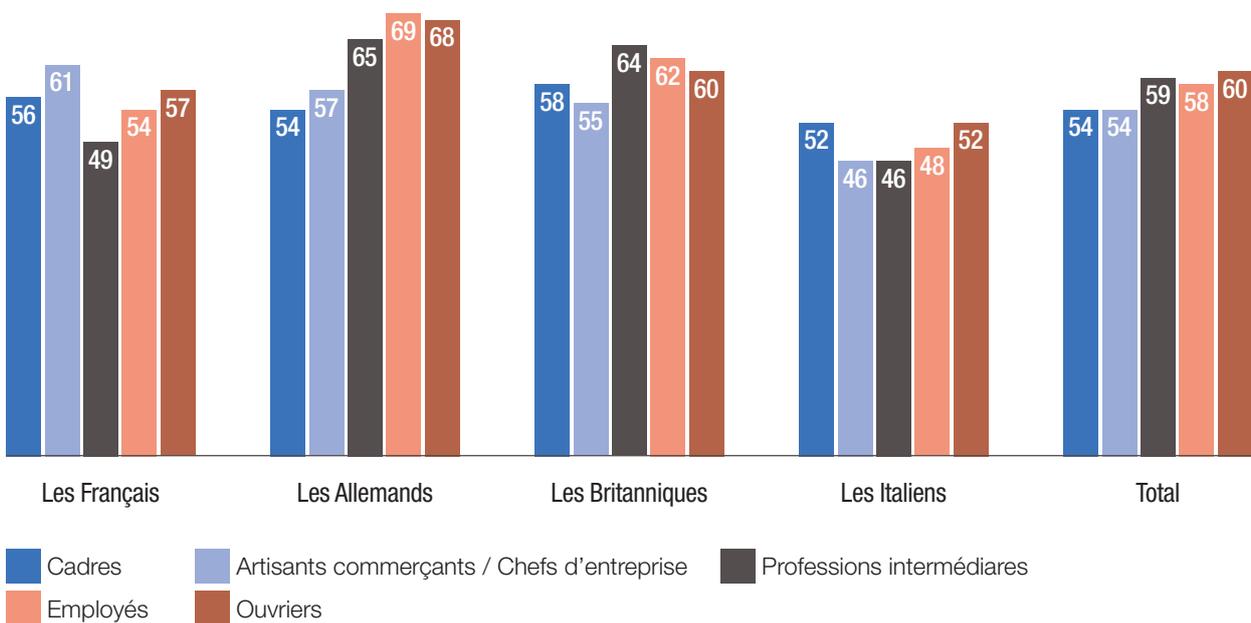
Globalement, toutes les classes d'âge déclarent majoritairement être d'accord avec l'item « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ». Mais la proportion des plus jeunes (56 % pour les 18-24 ans et 58 % pour les 25-34 ans) est supérieure à la proportion des plus âgés (52 % pour les 50-64 ans et 55 % pour les 65 ans et plus). Tout se passe comme si, à une période de la vie où les contraintes – et les désillusions – ne sont pas encore trop fortes, l'accès à l'emploi était aux yeux des jeunes une question de volonté. Remarquons également que

plus les individus sont diplômés, moins ils sont nombreux à estimer que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ». Ainsi, 51 % des diplômés « supérieurs à bac + 2 » sont d'accord avec cette affirmation, soit 6 points de moins que les « sans diplômes » (57 %). Au niveau des catégories sociales, 56 % des CSP+ estiment que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment, contre 59 % chez les CSP-. Preuve que, dans l'opinion, diplômés et qualifications ne sont plus gages d'insertion professionnelle.

### Malgré des différences entre les pays, les CSP- sont globalement les plus nombreuses à considérer que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient

**Question :** « Voici maintenant une liste de phrases. Pour chacune d'elles, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas d'accord du tout ? »

**Réponse :** « Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment total », total « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »



© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

Enfin, l'effort individuel est mis en avant par les personnes interrogées. Plus de deux tiers d'entre elles (67 %) estiment en effet qu'« en faisant des efforts, chacun peut réussir ». Une importante majorité des répondants se situant à gauche (58 %) de l'échiquier politique abonde dans ce sens,

même ils sont encore plus nombreux à droite (71 %). Notons que les différences entre les États sont significatives : 74 % des Britanniques, 69 % des Allemands, 68 % pour les Français et 55 % pour les Italiens.

## L'effort individuel est plébiscité

**Question :** « Voici maintenant une liste de phrases. Pour chacune d'elles, êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas d'accord du tout ? »

**Réponse :** « En faisant des efforts, chacun peut réussir », total « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »

**Base :** total

|   | Très à gauche (0 et 1) | À gauche (2, 3 et 4) | Total gauche (de 0 à 4) | Centre (5) | À droite (6, 7 et 8) | Très à droite (9 et 10) | Total droite (de 6 à 10) | Ne sait pas |
|---|------------------------|----------------------|-------------------------|------------|----------------------|-------------------------|--------------------------|-------------|
|  | 46                     | 63                   | <b>61</b>               | 79         | 81                   | 64                      | <b>77</b>                | 66          |
|  | 48                     | 62                   | <b>60</b>               | 71         | 75                   | 81                      | <b>75</b>                | 65          |
|  | 47                     | 59                   | <b>57</b>               | 75         | 83                   | 91                      | <b>84</b>                | 70          |
|  | 42                     | 52                   | <b>50</b>               | 56         | 64                   | 54                      | <b>62</b>                | 46          |
| <b>TOTAL</b>  | 53                     | 60                   | <b>58</b>               | 74         | 72                   | 65                      | <b>71</b>                | 65          |

© Fondation pour l'innovation politique, mai 2021.

## Conclusion

Comme le montrent les données de notre enquête, de puissants courants de droitisation sont à l'œuvre en France et, plus généralement, en Europe, notamment en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni. En France, à un an de l'élection présidentielle, le combat électoral se passe à droite. Toute la question est de savoir si ce réalignement à droite profitera à une droite de gouvernement ou à l'extrême droite.

Cette étude amène également à faire le constat d'un échec de la gauche. Si, électoralement, la gauche est en repli ou en difficulté à peu près partout en Europe, c'est assurément parce qu'elle n'arrive plus

à imposer un imaginaire collectif depuis plusieurs années. Or, comme l'écrit Gaël Brustier, la gauche ne voit « dans la droitisation (si tant est qu'elle la voit) que la manifestation de pensées coupables, alors qu'il s'agit de l'articulation plus ou moins habile d'éléments donnant réponse aux enjeux du temps présent. De cette méprise découle une ardente passion pour la dénonciation et les mises en accusation, provoquant un possible ras-le-bol jusque dans ses rangs et, évidemment, dans son électorat<sup>24</sup> ». La gauche « a perdu – comme tout porte à croire – la capacité de donner sa forme au monde<sup>25</sup> ».

24. Gaël Brustier, « La présidentielle 2022 marquera l'avènement de l'oligopole droitier », slate.fr, 13 avril 2021 ([www.slate.fr/story/207320/2022-oligopole-droitier-election-presidentielle-macron-le-pen-bertrand-droite-gauche-marginale](http://www.slate.fr/story/207320/2022-oligopole-droitier-election-presidentielle-macron-le-pen-bertrand-droite-gauche-marginale)).

25. Raffaele Simone, *Le Monstre doux. L'Occident vire-t-il à droite ?*, Gallimard, 2010, p. 160.

# Nos publications

**Les coûts de la transition écologique**  
Guillaume Bazot, mai 2021, 64 pages

**Les protestants en France, une minorité active**  
Jean-Paul Willaime, avril 2021, 60 pages

**L'agriculture bio et l'environnement**  
Bernard Le Buanec, mars 2021, 52 pages

**Devrions-nous manger bio ?**  
Léon Guéguen, mars 2021, 64 pages

**Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?**  
Gil Kressmann, mars 2021, 76 pages

**Pauvreté dans le monde :  
une baisse menacée par la crise sanitaire**  
Julien Damon, février 2021, 60 pages

**Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?**  
Christian Lévêque, février 2021, 64 pages

**Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale**  
Marco Baroni, février 2021, 96 pages

**Souveraineté économique : entre ambitions et réalités**  
Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 92 pages

**Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire**  
Valérie Faudon, janvier 2021, 64 pages

**Après le Covid-19, le transport aérien en Europe :  
le temps de la décision**  
Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020,  
64 pages

**Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe :  
un secteur déjà fragilisé**  
Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020,  
56 pages

**Glyphosate, le bon grain et l'ivraie**  
Marcel Kuntz, novembre 2020, 72 pages

**Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne  
face à l'ultradroite**  
Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 68 pages

**2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)**  
Un indicateur de la protestation électorale  
Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

**Relocalisations : laisser les entreprises décider  
et protéger leur actionariat**  
Frédéric Gonand, septembre 2020, 60 pages

**Europe : la transition bas carbone,  
un bon usage de la souveraineté**  
Patrice Geoffron, septembre 2020, 60 pages

**Relocaliser en France avec l'Europe**  
Yves Bertoncini, septembre 2020, 68 pages

**Relocaliser la production après la pandémie ?**  
Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 72 pages

**Qui paie ses dettes s'enrichit**  
Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 60 pages

**L'opinion européenne en 2019**  
Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de  
Repères, septembre 2020, 212 pages

**Les assureurs face au défi climatique**  
Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 56 pages

**Changements de paradigme**  
Josef Konvitz, juillet 2020, 44 pages

**Hongkong : la seconde rétrocession**  
Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020,  
84 pages

**Tsunami dans un verre d'eau  
Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux  
élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes  
de plus de 100 000 habitants**  
Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

**Innovation politique 2019 (tome 2)**  
Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

**Innovation politique 2019 (tome 1)**  
Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

**Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes  
puissances inquiètent l'opinion**  
Victor Delage, juin 2020, 16 pages

**De la distanciation sociale à la distanciation intime**  
Anne Muxel, juin 2020, 48 pages

**Covid-19 : Cartographie des émotions en France**  
Madeleine Hamel, mai 2020, 17 pages

**Ne gaspillons pas une crise**  
Josef Konvitz, avril 2020, 48 pages

**Retraites : leçons des réformes suédoises**  
Kristoffer Lundberg, avril 2020, 64 pages

**Retraites : leçons des réformes belges**  
Frank Vandembroucke, février 2020, 64 pages

**Les biotechnologies en Chine : un état des lieux**  
Aifang Ma, février 2020, 68 pages

**Radiographie de l'antisémitisme en France**  
AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier  
2020, 32 pages

**OGM et produits d'édition du génome :  
enjeux réglementaires et géopolitiques**  
Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 60 pages

**Des outils de modification du génome au service  
de la santé humaine et animale**  
Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

**Des plantes biotech au service de la santé  
du végétal et de l'environnement**  
Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

**Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation  
des performances du soldat**  
CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique,  
décembre 2019, 128 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)  
Défendre l'économie européenne par la politique commerciale**  
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 76 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)  
Les pratiques anticoncurrentielles étrangères**  
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 64 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)  
Politique de concurrence et industrie européenne**  
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 60 pages

**Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019**  
Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

**Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?**  
Emmanuel Combe, octobre 2019, 68 pages

**2022, le risque populiste en France (vague 1)  
Un indicateur de la protestation électorale**  
Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

**La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »**  
Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 72 pages

**1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne**  
Stéphane Courtois, septembre 2019, 76 pages

**Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1<sup>er</sup> septembre 2019**  
Patrick Moreau, septembre 2019, 46 pages

**Campements de migrants sans-abri : comparaisons européennes et recommandations**  
Julien Damon, septembre 2019, 68 pages

**Vox, la fin de l'exception espagnole**  
Astrid Barrio, août 2019, 56 pages

**Élections européennes 2019.  
Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires**  
Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

**Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement**  
Nelly Garnier, juillet 2019, 64 pages

**Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement**  
Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages

**L'affaire Séraini. L'impasse d'une science militante**  
Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages

**Démocraties sous tension**  
Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019, volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages  
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

**La longue gouvernance de Poutine**  
Michel Eltchaninoff, mai 2019, 52 pages

**Politique du handicap : pour une société inclusive**  
Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

**Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF**  
David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

**Un an de populisme italien**  
Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

**Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste**  
Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages

**Une civilisation électrique (2). Vers le réenchancement**  
Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

**Une civilisation électrique (1).  
Un siècle de transformations**  
Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

**Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention**  
Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

**Vers une société post-carbone**  
Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

**Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique**  
Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

**Innovation politique 2018 (tome 2)**  
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

**Innovation politique 2018 (tome 1)**  
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

**L'opinion européenne en 2018**  
Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

**La contestation animaliste radicale**  
Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

**Le numérique au secours de la santé**  
Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

**Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise**  
Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

**Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe**  
Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

- La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours**  
Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages
- La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX<sup>e</sup> siècle**  
Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages
- La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance**  
Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages
- Le christianisme et la modernité européenne (2) Comprendre le retour de l'institution religieuse**  
Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages
- Le christianisme et la modernité européenne (1) Récuser le déni**  
Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages
- Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins**  
Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages
- L'avenir de l'hydroélectricité**  
Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages
- Retraites : Leçons des réformes italiennes**  
Michel Martone, novembre 2018, 48 pages
- Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?**  
Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages
- Les géants du numérique (1) : magnats de la finance**  
Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages
- L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux**  
Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages
- Alternative für Deutschland : établissement électoral**  
Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages
- Les Français jugent leur système de retraite**  
Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages
- Migrations : la France singulière**  
Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages
- La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan**  
Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages  
Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang
- Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...**  
AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages
- Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration**  
Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages
- Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?**  
Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages
- Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?**  
Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages
- Éthiques de l'immigration**  
Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages
- Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)**  
Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages  
Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions
- Villes et voitures : pour une réconciliation**  
Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages
- France : combattre la pauvreté des enfants**  
Julien Damon, mai 2018, 48 pages
- Que pèsent les syndicats ?**  
Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages
- L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)**  
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages
- L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)**  
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages
- L'Italie aux urnes**  
Sofia Ventura, février 2018, 44 pages
- L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous**  
Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages
- L'innovation à l'ère du bien commun**  
Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages
- Libérer l'islam de l'islamisme**  
Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages
- Gouverner le religieux dans un état laïc**  
Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages
- Innovation politique 2017 (tome 2)**  
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages
- Innovation politique 2017 (tome 1)**  
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages
- Une « norme intelligente » au service de la réforme**  
Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages
- Autriche : virage à droite**  
Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages
- Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage**  
Faÿçal Hafied, novembre 2017, 76 pages
- Où va la démocratie ?**  
Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages
- Violence antisémite en Europe 2005-2015**  
Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages
- Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne**  
Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages
- Marché du travail : pour la réforme !**  
Faÿçal Hafied, juillet 2017, 64 pages
- Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie**  
Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages
- Notre-Dame-des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés**  
Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages
- France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances**  
Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages
- Dettes publiques : la mesurer, la réduire**  
Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

- Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière**  
Julien Damon, avril 2017, 52 pages
- Former, de plus en plus, de mieux en mieux.  
L'enjeu de la formation professionnelle**  
Olivier Faron, avril 2017, 48 pages
- Les troubles du monde, l'islamisme  
et sa récupération populiste :  
l'Europe démocratique menacée**  
Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages
- Porno addiction : nouvel enjeu de société**  
David Reynié, mars 2017, 48 pages
- Calais : miroir français de la crise migratoire  
européenne (2)**  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages
- Calais : miroir français de la crise migratoire  
européenne (1)**  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages
- L'actif épargne logement**  
Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages
- Réformer : quel discours pour convaincre ?**  
Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages
- De l'assurance maladie à l'assurance santé**  
Patrick Negaret, février 2017, 48 pages
- Hôpital : libérer l'innovation**  
Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages
- Le Front national face à l'obstacle du second tour**  
Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages
- La République des entrepreneurs**  
Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages
- Des startups d'État à l'État plateforme**  
Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages
- Vers la souveraineté numérique**  
Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages
- Repenser notre politique commerciale**  
Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages
- Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté**  
Julien Damon, décembre 2016, 40 pages
- L'Autriche des populistes**  
Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages
- L'Europe face aux défis du pétro-solaire**  
Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages
- Le Front national en campagnes.  
Les agriculteurs et le vote FN**  
Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages
- Innovation politique 2016**  
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016,  
758 pages
- Le nouveau monde de l'automobile (2):  
les promesses de la mobilité électrique**  
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages
- Le nouveau monde de l'automobile (1):  
l'impasse du moteur à explosion**  
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages
- L'opinion européenne en 2016**  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de  
Repères, septembre 2016, 224 pages
- L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée  
libérale française (xx<sup>e</sup> siècle)**  
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages
- L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée  
libérale française (xix<sup>e</sup> siècle)**  
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages
- Refonder l'audiovisuel public**  
Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages
- La concurrence au défi du numérique**  
Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages
- Portrait des musulmans d'Europe :  
unité dans la diversité**  
Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages
- Portrait des musulmans de France :  
une communauté plurielle**  
Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages
- La blockchain, ou la confiance distribuée**  
Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages
- La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)**  
Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages
- Gouverner pour réformer : éléments de méthode**  
Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages
- Les zadistes (2) : la tentation de la violence**  
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages
- Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme**  
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages
- Régionales (2) : les partis, contestés  
mais pas concurrencés**  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages
- Régionales (1) : vote FN et attentats**  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages
- Un droit pour l'innovation et la croissance**  
Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud,  
février 2016, 52 pages
- Le lobbying : outil démocratique**  
Anthony Escurat, février 2016, 44 pages
- Valeurs d'islam**  
Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled  
Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages
- Chiites et sunnites : paix impossible ?**  
Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages
- Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme**  
Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages
- Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels**  
Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015,  
44 pages
- L'opinion européenne en 2015**  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de  
Repères, novembre 2015, 140 pages
- La noopolitique : le pouvoir de la connaissance**  
Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages
- Innovation politique 2015**  
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015,  
576 pages
- Good COP21, Bad COP21 (2) :  
une réflexion à contre-courant**  
Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages
- Good COP21, Bad COP21 (1) :  
le Kant européen et le Machiavel chinois**  
Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

- PME : nouveaux modes de financement**  
Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages
- Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route**  
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages
- Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale**  
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages
- Crise de la conscience arabo-musulmane**  
Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages
- Départementales de mars 2015 (3) : le second tour**  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages
- Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour**  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages
- Départementales de mars 2015 (1) : le contexte**  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages
- Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »**  
Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages
- Politique économique : l'enjeu franco-allemand**  
Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages
- Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain**  
François Bazin, juin 2015, 48 pages
- Économie de la connaissance**  
Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages
- Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique**  
Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages
- Unir pour agir : un programme pour la croissance**  
Alain Madelin, mai 2015, 52 pages
- Nouvelle entreprise et valeur humaine**  
Francis Mer, avril 2015, 32 pages
- Les transports et le financement de la mobilité**  
Yves Crozet, avril 2015, 32 pages
- Numérique et mobilité : impacts et synergies**  
Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages
- Islam et démocratie : face à la modernité**  
Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages
- Islam et démocratie : les fondements**  
Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages
- Les femmes et l'islam : une vision réformiste**  
Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages
- Éducation et islam**  
Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages
- Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?**  
Dominique Reynié, février 2015, 4 pages
- L'islam et les valeurs de la République**  
Saad Khiari, février 2015, 44 pages
- Islam et contrat social**  
Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages
- Le soufisme : spiritualité et citoyenneté**  
Bariza Khiari, février 2015, 56 pages
- L'humanisme et l'humanité en islam**  
Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages
- Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?**  
Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages
- Coran, clés de lecture**  
Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages
- Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité**  
Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages
- Mémoires à venir**  
Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages
- La classe moyenne américaine en voie d'effritement**  
Julien Damon, décembre 2014, 40 pages
- Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes**  
Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages
- L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages**  
Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages
- La politique de concurrence : un atout pour notre industrie**  
Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages
- Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton**  
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages
- Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes**  
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages
- Innovation politique 2014**  
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages
- Énergie-climat : pour une politique efficace**  
Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages
- L'urbanisation du monde. Une chance pour la France**  
Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages
- Que peut-on demander à la politique monétaire ?**  
Pascal Salin, mai 2014, 48 pages
- Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014**  
Suzanne Baverez et Jean Sinié, mai 2014, 48 pages
- Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France**  
Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages
- L'opinion européenne en 2014**  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages
- Taxer mieux, gagner plus**  
Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages
- L'État innovant (2) : diversifier la haute administration**  
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages
- L'État innovant (1) : renforcer les think tanks**  
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages
- Pour un new deal fiscal**  
Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages
- Faire cesser la mendicité avec enfants**  
Julien Damon, mars 2014, 44 pages

- Le low cost, une révolution économique et démocratique**  
Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages
- Un accès équitable aux thérapies contre le cancer**  
Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages
- Réformer le statut des enseignants**  
Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages
- Un outil de finance sociale : les social impact bonds**  
Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages
- Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance**  
Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages
- Les valeurs des Franciliens**  
Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages
- Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec**  
Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages
- Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées**  
Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages
- L'opinion européenne en 2013**  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages
- La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique**  
Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages
- Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs**  
Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages
- La démobilité : travailler, vivre autrement**  
Julien Damon, juin 2013, 44 pages
- Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie**  
Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages
- Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France**  
Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages
- Les classes moyennes dans les pays émergents**  
Julien Damon, avril 2013, 38 pages
- Innovation politique 2013**  
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages
- Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies**  
Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages
- Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux**  
Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages
- La compétitivité passe aussi par la fiscalité**  
Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages
- Une autre politique monétaire pour résoudre la crise**  
Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages
- La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?**  
Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages
- Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...**  
Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages
- Youth and Sustainable Development**  
Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages
- La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité**  
Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages
- Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure**  
Julien Damon, mai 2012, 40 pages
- Libérer le financement de l'économie**  
Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages
- L'épargne au service du logement social**  
Julie Merle, avril 2012, 40 pages
- L'opinion européenne en 2012**  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages
- Valeurs partagées**  
Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages
- Les droites en Europe**  
Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages
- Innovation politique 2012**  
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages
- L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité**  
Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages
- Politique énergétique française (2) : les stratégies**  
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages
- Politique énergétique française (1) : les enjeux**  
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages
- Révolution des valeurs et mondialisation**  
Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages
- Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?**  
Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages
- La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser**  
Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages
- L'hospitalité : une éthique du soin**  
Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages
- 12 idées pour 2012**  
Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages
- Les classes moyennes et le logement**  
Julien Damon, décembre 2011, 40 pages
- Réformer la santé : trois propositions**  
Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages
- Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008**  
Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages
- La responsabilité**  
Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages
- Le vote des classes moyennes**  
Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages
- La compétitivité par la qualité**  
Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages
- Les classes moyennes et le crédit**  
Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages
- Portrait des classes moyennes**  
Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

- Morale, éthique, déontologie**  
Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages
- Sortir du communisme, changer d'époque**  
Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages
- L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?**  
Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages
- La jeunesse du monde**  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages
- Pouvoir d'achat : une politique**  
Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages
- La liberté religieuse**  
Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages
- Réduire notre dette publique**  
Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages
- Écologie et libéralisme**  
Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages
- Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies**  
Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages
- Contester les technosciences : leurs raisons**  
Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages
- Contester les technosciences : leurs réseaux**  
Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages
- La fraternité**  
Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages
- La transformation numérique au service de la croissance**  
Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages
- L'engagement**  
Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages
- Liberté, Égalité, Fraternité**  
André Glucksmann, mai 2011, 36 pages
- Quelle industrie pour la défense française ?**  
Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages
- La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise**  
Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages
- La religion dans les affaires : la finance islamique**  
Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages
- Où en est la droite ? L'Allemagne**  
Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages
- Où en est la droite ? La Slovaquie**  
Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages
- Qui détient la dette publique ?**  
Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages
- Le principe de précaution dans le monde**  
Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages
- Comprendre le Tea Party**  
Henri Hude, mars 2011, 40 pages
- Où en est la droite ? Les Pays-Bas**  
Niek Pas, mars 2011, 36 pages
- Productivité agricole et qualité des eaux**  
Gérard Morice, mars 2011, 44 pages
- L'Eau : du volume à la valeur**  
Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages
- Eau : comment traiter les micropolluants ?**  
Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages
- Eau : défis mondiaux, perspectives françaises**  
Gérard Payen, mars 2011, 62 pages
- L'irrigation pour une agriculture durable**  
Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages
- Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles**  
Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages
- Où en est la droite ? L'Autriche**  
Patrick Moreau, février 2011, 42 pages
- La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat**  
Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages
- Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro**  
Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages
- 2011, la jeunesse du monde**  
Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages
- L'opinion européenne en 2011**  
Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages
- Administration 2.0**  
Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages
- Où en est la droite ? La Bulgarie**  
Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages
- Le retour du tirage au sort en politique**  
Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages
- La compétence morale du peuple**  
Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages
- L'Académie au pays du capital**  
Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages
- Pour une nouvelle politique agricole commune**  
Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages
- Sécurité alimentaire : un enjeu global**  
Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages
- Les vertus cachées du low cost aérien**  
Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages
- Innovation politique 2011**  
Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages
- Défense : surmonter l'impasse budgétaire**  
Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages
- Où en est la droite ? L'Espagne**  
Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages
- Les vertus de la concurrence**  
David Sraer, septembre 2010, 44 pages
- Internet, politique et coproduction citoyenne**  
Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages
- Où en est la droite ? La Pologne**  
Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages
- Où en est la droite ? La Suède et le Danemark**  
Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages
- Quel policier dans notre société ?**  
Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

- Où en est la droite ? L'Italie**  
Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages
- Crise bancaire, dette publique : une vue allemande**  
Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages
- Dette publique, inquiétude publique**  
Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages
- Une régulation bancaire pour une croissance durable**  
Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages
- Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole**  
Pascal Perri, mai 2010, 32 pages
- Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?**  
Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages
- L'opinion européenne en 2010**  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages
- Pays-Bas : la tentation populiste**  
Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages
- Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat**  
Pascal Perri, avril 2010, 30 pages
- Où en est la droite ? La Grande-Bretagne**  
David Hanley, avril 2010, 34 pages
- Renforcer le rôle économique des régions**  
Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages
- Réduire la dette grâce à la Constitution**  
Jacques Delpla, février 2010, 54 pages
- Stratégie pour une réduction de la dette publique française**  
Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages
- Iran : une révolution civile ?**  
Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages
- Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre**  
Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages
- Agir pour la croissance verte**  
Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages
- L'économie allemande à la veille des législatives de 2009**  
Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages
- Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France**  
Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages
- Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après**  
Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages
- L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française**  
Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages
- La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?**  
Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages
- La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs : défense du statut, illustration du *statu quo***  
Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson  
David Bonneau, mai 2009, 20 pages
- La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi**  
Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages
- Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme**  
Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages
- Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ? Une question de justice sociale et un problème démocratique**  
Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages
- La réforme de l'enseignement supérieur en Australie**  
Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages
- Les réformes face au conflit social**  
Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages
- L'opinion européenne en 2009**  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages
- Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?**  
Sondage, analyse, éléments pour le débat  
Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages
- Stratégie européenne pour la croissance verte**  
Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages
- Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE**  
Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

## FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

UN THINK TANK LIBÉRAL, PROGRESSISTE ET EUROPÉEN

**Née en 2004**, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle vise deux objectifs : contribuer à un débat pluraliste et documenté, et inspirer la décision publique.

**Reconnue d'utilité publique**, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire, soit par exemple 33 langues pour l'enquête Démocraties sous tension, menée dans 42 pays.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail «**Anthropotechnie**» examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. «**Anthropotechnie**» propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

**La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.**

## Le débat public a besoin de la Fondation et la Fondation a besoin de vous !

**Je soutiens la Fondation pour l'innovation politique**

voici ma contribution de :

- 100 €       500 €       1 000 €       5 000 €  
 10 000 €       50 000 €       Autre montant ..... €

Je choisis de faire un don :

À titre personnel

Au titre de la société suivante : \_\_\_\_\_

Destinataire du reçu fiscal : \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

Par chèque, à l'ordre de la **Fondation pour l'innovation politique**

Par virement bancaire daté du : .....

au profit du compte Fondation pour l'innovation politique à la Caisse des dépôts

et consignations : IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16

BIC : CDCGFRPPXXX

### Régime fiscal des dons versés par des personnes physiques ou morales fiscalement domiciliées en France

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et legs des particuliers et des entreprises.

Au titre des versements effectués :

- Les contribuables bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable (art. 200-1 du CGI) et/ou au titre de l'IFI, d'une réduction de 75 % de leur montant dans la limite de 50 000 euros.
- Les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 10 000 euros ou de 0,5 % du chiffre d'affaires HT lorsque ce dernier est plus élevé (art. 238 bis du CGI), avec report possible sur les cinq années suivantes de la déduction en cas de dépassement du seuil.

Vous trouverez au verso de ce bulletin un tableau récapitulatif des réductions fiscales possibles dans le cadre de votre don à la Fondation pour l'innovation politique.

À renvoyer à :

Fondation pour  
l'innovation  
politique

11, rue de Grenelle

75007 Paris

Contact :

Anne Flambert

Responsable  
administratif  
et financier

01 47 53 67 09



## Exemples de soutiens aux actions de la Fondation pour l'innovation politique et calcul de la contribution réelle après déduction fiscale (IS/IR/ISF)

| Exemples de contribution annuelle | Contribution réelle après déduction de 60 % au titre de l'impôt sur les sociétés | Contribution réelle après déduction de 66 % au titre de l'impôt sur le revenu | Contribution réelle après déduction de 75 % au titre de l'impôt sur la fortune immobilière |
|-----------------------------------|--|---|--|
| 100 €                             | 40 €   | 34 €  | 25 €   |
| 500 €                             | 200 €  | 170 €   | 125 €  |
| 1 000 €                           | 400 €  | 340 €   | 250 €  |
| 5 000 €                           | 2 000 €  | 1 700 €   | 1 250 €  |
| 10 000 €                          | 4 000 €  | 3 400 €   | 2 500 €  |
| 50 000 €                          | 20 000 €   | 17 000 €  | 12 500 €   |

Merci de noter ci-dessous vos coordonnées pour nous permettre d'établir votre reçu fiscal :

### À renvoyer à :

Fondation pour  
l'innovation  
politique

11, rue de Grenelle  
75007 Paris

### Contact :

Anne Flambert

Responsable  
administratif  
et financier

01 47 53 67 09

Organisme ou particulier

Nom  Prénom

Nom de l'organisme

N°  Rue

Code postal  Ville

Pays

Téléphone

Courriel

Date  Signature



Des majorités de droite sont aux commandes de la plupart des gouvernements nationaux en Europe. Derrière ces victoires électorales se pose la question de la conversion profonde des Européens aux valeurs de la droite. Les résultats des différents scrutins ne nous renseignent que partiellement sur le système des préférences politiques, tant les facteurs qui entrent en considération lors d'un vote sont pluriels – incapacité à choisir, vote sanction, désir d'alternance... Or les désordres de la société contemporaine modifient en profondeur nos croyances individuelles et nos systèmes de valeurs : multiplication et enchevêtrement de crises mondiales, déploiement de la globalisation, vieillissement démographique, hausse de l'immigration, accroissement du sentiment d'insécurité suscité par les phénomènes de délinquance et le terrorisme islamiste, recomposition de l'espace médiatique, etc. Une telle situation, révélatrice d'un basculement historique sur le continent européen, appelle à un effort d'observation. Les données analysées dans cette étude, tirées de la douzième vague du Baromètre de la confiance politique du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), dont la Fondation pour l'innovation politique est partenaire, visent ainsi à contribuer à une meilleure appréhension des ressorts de l'inclinaison à droite qui semble s'opérer au sein de l'opinion dans quatre grandes démocraties européennes : la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. Le diagnostic d'un déplacement vers la droite de la société se fonde ici sur l'assimilation de valeurs à la culture de droite, dont le nationalisme *via* la question identitaire, le libéralisme économique et le libéralisme politique indexé à l'individualisme.

Les médias

*fondapol.tv*

**ANTHROPO  
TECHNIE**  
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

*data.fondapol* 



Le site internet

*fondapol.org*



ISBN : 978-2-36408-256-4

11, rue de Grenelle  
75007 Paris – France  
Tél. : 33 (0)1 47 53 67 00  
[contact@fondapol.org](mailto:contact@fondapol.org)